

OCCUPATION DES CASERNES DE L'ARMÉE,  
« LA ZONE BÂTIE »

**7.1 Les habitants de Stoney Point décident qu'il est temps de récupérer leur réserve**

L'occupation de la caserne de l'armée au Camp Ipperwash à la fin de juillet 1995 n'a pas été une décision impulsive. Les membres des Premières nations ont discuté d'avance des raisons pour lesquelles ils croyaient qu'il était temps de reprendre la « zone bâtie », c'est-à-dire les quartiers et les bâtiments administratifs utilisés par les militaires. Ils ont également planifié la façon de procéder à l'occupation des lieux.

Durant les rassemblements, habituellement tenus sur la plage, les femmes, les hommes et les adolescents autochtones ont discuté des raisons pour lesquelles ils devaient occuper la caserne de l'armée. Ils étaient exaspérés de la futilité des tentatives qu'ils faisaient pour récupérer la réserve de Stoney Point. Les campagnes épistolaires et autres tentatives de négociation avec le gouvernement fédéral s'étaient soldées par un échec. Les Autochtones étaient frustrés par le manque d'intérêt et d'attention du gouvernement fédéral et par ce qu'ils croyaient être un manque de bonne volonté à remplir la promesse qu'on leur avait faite en 1942 de leur remettre leurs terres après la Seconde Guerre mondiale.

Warren George a participé à ces discussions. Il a collaboré à l'envoi d'environ une demi-douzaine de lettres à des politiciens fédéraux, dont le premier ministre. La réponse a toujours été la même : ils disaient seulement qu'ils « examinaient la question, mais c'était tout ». Rien ne s'est jamais concrétisé. M. George a expliqué que le but de l'occupation était « d'attirer l'attention » sur ces questions et de « faire en sorte que le gouvernement commence à s'occuper vraiment de la restitution des terres ». Jeremiah George a aussi fait état des mêmes sentiments : les gens croyaient que « rien ne se passait. [...] Ils croyaient que rien ne serait fait [...] à moins d'une intervention de leur part ».

Les habitants de Stoney Point étaient également exaspérés des sarcasmes et des altercations incessantes avec le personnel militaire depuis l'occupation du champ de tir en 1993. Il était clair que la tension augmentait entre les soldats et les Autochtones. Les taquineries, les méchancetés et les farces commençaient à irriter beaucoup d'Autochtones. Rose Manning a dit que les soldats « marchaient

au pas et chantaient de façon routinière [...] disant que nous avions oublié de payer nos impôts »; « ils avaient l'habitude de marcher au pas sur la route en se moquant de nous continuellement ». Selon la Police provinciale de l'Ontario et particulièrement l'inspecteur John Carson, il y avait clairement de l'antagonisme des deux côtés.

Environ un mois avant l'occupation du 29 juillet, les pneus du véhicule à quatre roues motrices de Marlin Simon ont été crevés. Il a prétendu que du personnel militaire, en état d'ébriété, avait délibérément causé ces dommages. Cela a fait augmenter la tension existant « [e]ntre les militaires et nous », en plus d'être un catalyseur des réunions régulières sur la plage à l'extérieur du camp militaire, durant lesquelles les membres des Premières nations ont décidé d'occuper la zone bâtie. Marlin Simon a déclaré :

[...] tout le monde pensait qu'il était grandement temps. Ils en avaient assez de ces gars de l'armée, de ces militaires [...] qui leur causaient des ennuis. [...] Comme la police militaire [...] ne pouvait s'occuper de ses propres gars, alors il était temps pour eux d'agir avant que quelque chose de vraiment grave ne se produise.

Une autre raison à l'origine de la décision d'occuper la caserne de l'armée était de déménager dans des abris plus chauds avant l'automne et l'hiver, car la température devenait plus froide. Les Autochtones qui occupaient le champ de tir n'avaient pas d'installations adéquates pour endurer les mois d'hiver et, par conséquent, beaucoup étaient retournés à la maison à Kettle Point et à d'autres endroits. Roderick George a décrit les conditions de vie difficiles qu'avaient à endurer des gens comme Dudley George qui est resté sur le champ de tir durant toute la saison hivernale : « Je me souviens de la période hivernale, lorsqu'il faisait assez froid... dans la remorque de Dudley [...] [L]e vent passait même à travers les murs de la remorque et je me rappelle que nous disions : “ Nous devrions dormir dans ces bâtiments parce qu'ils sont sur nos terres ”. » On se disait que les aînés devaient vivre dans des bâtiments plus chauds, car les températures avaient baissé au cours des derniers mois de 1995. Comme l'a mentionné Marlin Simon, nous voulions « [t]rouver un endroit où les aînés pourraient habiter [...] peut-être obtenir l'un des bâtiments de l'armée [...] nous pensions être en mesure d'avoir quelque chose pour eux avant l'arrivée de l'hiver ». Clifford George, âgé de 73 ans, était l'un des aînés qui avait habité sur le champ de tir de l'armée durant les saisons hivernales.

Des gens tels que Gina George étaient frustrés du fait que le gouvernement fédéral n'était intéressé à communiquer qu'avec la bande de Kettle Point et de

Stony Point. Le gouvernement avait refusé d'entreprendre des discussions avec les occupants, dont beaucoup étaient des descendants d'anciens résidents de la réserve de Stony Point, celle dont s'était approprié le ministère de la Défense nationale :

[...] tout ce que le gouvernement voulait, c'était de discuter, et il ne voulait discuter qu'avec la bande de Kettle Point. Il ne voulait pas discuter avec les habitants de Stony Point qui, à l'origine, avaient été évincés de ces terres. [...] [C]omment aurions-nous pu reprendre possession de nos terres s'il négociait avec une autre faction qui ne possédait pas ces terres?

Plus tôt cet été-là, Gina George avait été informée par son fils Nicholas Cottrelle que les descendants de Stony Point se rencontraient sur la plage pour discuter de l'occupation de la caserne de l'armée. Au début, elle n'était pas très réceptive à l'idée. Cependant, après avoir écouté les raisons exprimées par son fils, Gina George a convenu qu'il était temps de se rendre physiquement maîtres de leur réserve. Dans un témoignage émouvant, M<sup>me</sup> George a raconté ce que Nicholas lui avait dit :

Grand-papa ne serait bientôt plus là. Grand-papa veut rentrer à la maison. Grand-papa pourrait ne pas être en mesure de rebâtir sa maison si nous attendons que les militaires décident de nous redonner nos terres. Même s'il est là, il veut savoir si les terres vont effectivement être remises aux gens de son peuple. [...]

[...] Je crois qu'ils pensaient qu'ils avaient attendu assez longtemps que les militaires leur redonnent leurs terres. Cela faisait presque cinquante ans [...] ou même plus de cinquante ans et il demandait combien de temps nous devrions encore attendre. Devrons-nous attendre que votre génération disparaisse également avant que les militaires nous les redonnent? Est-ce que je serai vieux avant qu'ils nous les redonnent? Lui — en parlant de son propre groupe d'âge. Essaierons-nous encore de récupérer les terres qu'ils ont promis de nous redonner il y a longtemps déjà? Nous sommes fatigués de les écouter. [...] Ils ne font que discuter, discuter et encore discuter. Nous sommes fatigués d'entendre ces discussions et nous prendrons des mesures, car c'est la seule manière de faire bouger les choses. S'ils n'aiment pas le fait que nous reprenions nos terres, eh bien! tant pis pour eux parce que ce territoire nous appartient.

Le grand-père de Nicholas, Abraham (Hamster) George, avait occupé le champ de tir avec ses petits-fils en mai 1993 et il avait à cœur le retour de ses terres. Gina George a été persuadée par les commentaires de son fils : « J'ai seulement cru que, si les terres devaient revenir aux gens, c'était le seul moyen de leur permettre de les récupérer [...] il avait raison. »

Carolyn George a exprimé les idées de beaucoup d'Autochtones qui ont décidé d'entrer dans les casernes à la fin de juillet 1995. Comme d'autres descendants de Stoney Point, elle a cru qu'elle « aurait dû être en mesure de grandir à cet endroit » et elle voulait que Stoney Point devienne « une réserve entièrement fonctionnelle, comme n'importe quelle autre réserve au Canada ».

Comme l'a mentionné Kevin Simon, les gens ont appuyé activement l'occupation parce qu'ils croyaient fermement que les terres appartenaient aux Autochtones de Stoney Point. Il était temps de les récupérer du gouvernement fédéral.

## **7.2 Plans concrets pour occuper la caserne de l'armée**

Le 29 juillet 1995, environ vingt-cinq à trente Autochtones se sont rassemblés à « La Passe », un endroit sur la plage où ils avaient l'habitude de se réunir, pour discuter des plans d'occupation du camp militaire. Des hommes, des femmes, des aînés, des adolescents ainsi que des gens d'autres réserves ont assisté à cette réunion. Des gens tels que Glenn George, Marcia Simon, Marlin Simon, Rose Manning et Bert Manning ont préparé les plans d'occupation de la zone bâtie. Marlin Simon et d'autres personnes avaient précédemment parlé aux membres des Premières nations des bandes d'Oneida, de Walpole Island, de Sarnia, de Moraviantown et de Muncey ainsi qu'aux Chippewas de la Thames, exhortant les Autochtones des autres réserves à appuyer l'occupation de la caserne. On a demandé à Isaac Doxtator de la bande d'Oneida d'amener des hommes à Ipperwash dans les jours précédant l'occupation du camp militaire. Comme il l'a mentionné, ils « sont arrivés au camp en provenance de partout », y compris des États-Unis.

Les membres des Premières nations ont décidé de pénétrer dans le camp militaire à partir de différents endroits. On a demandé à Harley George, un garçon âgé de 15 ans, de conduire l'autobus d'écoliers jaune rempli d'enfants à l'intérieur de la caserne. L'autobus appartenait à Warren George, le père de Harley. Marlin Simon a expliqué que l'autobus était un moyen de « diversion »; selon le plan établi, pendant que l'autobus rempli d'enfants des Premières nations entrerait dans un secteur patrouillé par les militaires (le côté plage, la partie nord de la zone bâtie), les hommes, les femmes et les aînés autochtones pénétreraient dans la zone bâtie à partir d'autres endroits du camp militaire.

On a demandé à Harley George de conduire l'autobus sur le chemin de terre à l'intérieur du camp militaire situé parallèlement à Army Camp Road. Il ne devait y avoir que de « jeunes garçons » à bord de l'autobus. Comme l'a dit Tina George : « Je me souviens très bien qu'au moment où je tentais de monter à bord de l'autobus pour me faire conduire au camp militaire, on m'a dit que je ne pouvais pas le faire parce que je n'étais pas un jeune garçon. »

Harley George, qui n'était pas assez âgé pour avoir un permis de conduire, s'est vu confier la responsabilité de conduire environ dix autres enfants dans l'autobus d'écoliers. Le garçon de 15 ans avait conduit l'autobus environ six fois précédemment, mais n'avait jamais reçu de leçons de conduite de la part d'un adulte. Comme il l'a mentionné durant les audiences : « J'ai appris à conduire moi-même. »

### 7.3 L'occupation du 29 juillet

Sans qu'un préavis ne soit donné aux militaires ou à la police, l'autobus d'écoliers conduit par Harley George a franchi l'entrée nord du Camp Ipperwash vers 13 h 30 le 29 juillet 1995. Environ dix garçons se trouvaient à bord de l'autobus, y compris Nicholas Cottrelle, Leland White et plusieurs des petits-fils de Rose Manning. Ils étaient âgés de onze à seize ans, à l'exception d'un seul qui était dans la vingtaine. Comme on le lui avait demandé, Harley George a conduit l'autobus le long de la route parallèle à Army Camp Road. Harley savait qu'au moment où l'autobus pénétrerait à l'intérieur de la zone bâtie, d'autres membres des Premières nations entreraient dans le Camp Ipperwash à partir d'autres endroits.

Comme l'autobus approchait du nord de la zone bâtie, une barrière l'empêchait d'entrer. Harley a alors tourné l'autobus, « l'a reculé dans la barrière », brisant la chaîne. Les enfants ont entendu la vitre arrière de la sortie d'urgence se briser et tomber sur le plancher de l'autobus. Harley a ensuite fait faire un demi-tour rapide à l'autobus et s'est dirigé vers le terrain de parade où il a circulé autour de plusieurs remorques de transport stationnées sur le terrain. Des militaires à bord d'une jeep ont commencé à suivre l'autobus au moment où celui-ci s'est approché de la porte de la salle d'exercices. Harley George « s'est approché lentement de la porte et a commencé à pousser celle-ci avec l'autobus ». La jeep militaire s'est arrêtée derrière l'autobus à un angle de 90 degrés. Harley a immédiatement passé la marche arrière et a fait reculer l'autobus dans la jeep, poussant celle-ci sur une distance d'environ 40 à 45 pieds. L'autobus a heurté le véhicule militaire avec assez de force. Harley a poussé la jeep parce qu'il « ne voulait pas être retenu par ce véhicule » et qu'il « ne voulait pas parler » aux officiers militaires.

Un policier militaire a essayé de monter dans l'autobus. Harley George a tenté de fermer la porte de l'autobus, mais le policier militaire a pu faire passer une partie de son corps dans l'entrée de la porte. Il a pris position sur la première marche de l'autobus, ce qui a provoqué une altercation. Le policier a pulvérisé du gaz poivré dans la figure du garçon de 15 ans. Harley a sauté de son siège. Au moment où il tentait de sortir, Harley a tenté de donner un coup de pied au policier :

[...] au moment où je m'éloignais de lui, il m'a frappé le pied et je suis tombé sur la chaussée. [...] [P]uis, je me suis dirigé vers lui. [...] J'ai tenté de me battre avec lui [...] [P]endant que je m'avancais vers lui, plutôt rapidement, il me pulvérisait de gaz poivré. [...] J'avais mis ma main devant ma figure pour bloquer le jet de gaz poivré. [...]

Nicholas Cottrelle et les autres enfants sont sortis de l'autobus par la porte d'urgence arrière.

Au moment où Harley George se débattait avec le policier, Cleve Lincoln Jackson a défoncé les portes de la salle d'exercices en se servant d'un chariot élévateur à fourche appartenant aux militaires. Les officiers militaires ont couru à côté du chariot élévateur et ont essayé de pulvériser du gaz poivré sur M. Jackson pendant qu'il conduisait le chariot autour du terrain de parade. Rose Manning a expliqué que le chariot élévateur à fourche a été amené dans le but de « faire peur aux militaires afin de les éloigner des enfants. [...] Au lieu de s'en prendre aux jeunes enfants, ils auraient quelqu'un d'autre à pourchasser »<sup>1</sup>. Durant cet affrontement avec les militaires, des véhicules remplis de passagers des Premières nations sont entrés sur le terrain de parade.

Harley George a subi des brûlures aux yeux et au corps à la suite du contact avec le gaz poivré. L'un des occupants a rincé les yeux de Harley à l'aide d'une bouteille d'eau qui se trouvait dans son auto. Plus tard, Harley s'est rendu à la plage et a plongé dans les eaux du lac Huron pour tenter de soulager ses brûlures. Deux ou trois heures se sont écoulées avant que la sensation de brûlure ne diminue.

Les membres des Premières nations ont pénétré dans le camp à partir de différents endroits. Marlin Simon, son frère Kevin, Wesley George et Dale Plain (George) ont roulé sur une route parallèle à la route 21, à l'intérieur du camp militaire, avant d'entrer sur le terrain de parade. Tina George était passagère dans

---

<sup>1</sup> Rose Manning est décédée en août 2006, avant la présentation des observations finales à la Commission d'enquête. Cleve Lincoln Jackson a été arrêté subséquemment pour cet acte.

l'auto de Rose Manning, tout comme Bruce, le fils de Rose, Maynard T. George et des membres plus âgés de la collectivité. Ils ont roulé sur Matheson Drive et le long d'Army Camp Road avant de franchir l'entrée principale de la zone bâtie. Environ trente membres des Premières nations sont entrés en automobile dans la zone bâtie, y compris Glenn George, Clifford George et des gens d'autres réserves telles que celles d'Oneida et de Walpole Island.

Au moment où Marcia Simon est entrée dans la zone bâtie et a rencontré du personnel militaire, elle a demandé aux officiers d'évacuer la caserne :

[...] Je suis allée là-bas et j'ai dit à tous les militaires que j'ai vus que je voulais qu'ils quittent cet endroit. Et à toutes les femmes officiers [...] je leur ai dit de quitter les lieux. Ceci est notre territoire. Je l'ai dit calmement et leur ai mentionné ce que je voulais.

D'autres Autochtones qui étaient entrés dans la zone bâtie ont également dit aux militaires qu'ils reprenaient la caserne. Bruce Manning et Maynard T. George sont allés au poste de garde pour signifier un avis d'expulsion.

Des membres des Premières nations, dont Marlin Simon, ont tenu à dire qu'ils n'avaient pas d'armes à feu en leur possession et qu'ils n'avaient vu personne d'autre apporter des armes à l'intérieur de la zone bâtie le 29 juillet.

Au moment où les véhicules remplis de membres des Premières nations sont entrés sur le terrain de parade, l'autobus avait déjà enfoncé les portes de la salle d'exercices et avait reculé dans la jeep militaire.

Ce samedi après-midi-là, alors qu'il s'apprêtait à quitter son domicile sur la base pour aller faire du jogging, le capitaine Doug Smith avait vu l'autobus d'écoliers défoncer l'entrée arrière sur Army Camp Road. La barrière d'entrée avait été enchaînée et l'entrée bloquée à l'aide de gros conteneurs à ordures. La décision des Autochtones de défoncer les barrières et d'occuper la caserne de l'armée l'avait assurément surpris.

Le capitaine Smith n'avait pas reçu de préavis l'informant que les membres des Premières nations tenteraient de prendre possession du Camp Ipperwash. En fait, il croyait que les relations entre les militaires et les habitants de Stoney Point étaient assez bonnes. Les militaires étaient en train de déménager des « biens » (fournitures de bureau, meubles, véhicules) à l'extérieur du Camp Ipperwash et de préparer des plans en vue d'effectuer un nettoyage environnemental de la base afin de retourner les terres aux Autochtones.

Robert (Bob) Antone avait organisé une réunion entre Glenn George et le capitaine Smith le 1<sup>er</sup> août 1995. Une autre réunion avait également été prévue le 26 août pour discuter du nettoyage environnemental du camp militaire. Elle

devait avoir lieu dans un centre de ressources (Native Circle) sur la réserve d'Oneida (territoire neutre) en présence de Bruce Elijah et de Bob Antone, membres du conseil de Kettle et Stony Point, d'un représentant de la Police provinciale de l'Ontario, de la police de Kettle et Stony Point ainsi que des militaires. Bob Antone, qui était au courant que le chef Tom Bressette ne voulait pas participer à la réunion, avait prévu de communiquer avec le chef de la bande de Kettle et Stony Point pour l'encourager à assister à la réunion du 26 août.

Pendant que le capitaine Smith se rendait au poste de police de l'autre côté de la zone bâtie, il a vu l'entrée avant du camp « être défoncée [...] par un certain nombre d'Autochtones ». Les membres des Premières nations « ont assailli » les commissionnaires militaires qui ont tenté de « maîtriser la situation », mais « n'ont pu le faire ». Le capitaine Smith a ensuite entendu à la radio une demande d'aide d'un policier militaire se trouvant sur le terrain de parade qui « semblait vraiment sérieux ». Il a alors « sauté à l'arrière d'un véhicule tout-terrain » et a demandé au chauffeur militaire de le conduire au terrain de parade.

Lorsque le capitaine Smith est arrivé au terrain de parade, il a vu trois policiers militaires « entourés par un groupe de gens assez hostiles ». Les policiers militaires avaient déjà utilisé du gaz poivré « pour contenir la foule ». L'un des Autochtones qui avait été aspergé de gaz poivré était « par terre passablement étouffé ». Il semblait faire une réaction au produit chimique contenu dans le gaz poivré.

Les incidents « s'intensifiaient assez rapidement » et le capitaine Smith espérait pouvoir désamorcer la situation. Il a demandé à ses hommes de s'éloigner des membres des Premières nations et il s'est lui-même placé entre les policiers militaires et les Autochtones. Le capitaine Smith voulait clairement éviter un affrontement physique entre les habitants de Stony Point et ses hommes. Bien que ces derniers fussent armés, le capitaine n'a à aucun moment aperçu des armes à feu dans les mains des membres des Premières nations. Le capitaine Smith a demandé à ses hommes de retourner au poste de police.

Les occupants se sont alors rassemblés devant la salle d'exercices. Le capitaine Smith a expliqué qu'il était l'officier responsable du camp et a proposé que les militaires et les occupants tiennent une réunion.

Pour désamorcer l'affrontement, le capitaine Smith a décidé qu'il permettrait aux Autochtones d'occuper l'église et d'autres bâtiments dans le secteur immédiat. L'objectif du capitaine Smith était de « séparer les forces afin de mieux maîtriser la situation ». Cependant, il a bientôt réalisé qu'ils « ne pourraient pas conserver la base »; les choses étaient « chaotiques » et des « mini-affrontements » se produisaient « partout » sur la base.

Bert Manning avait une carte qui identifiait les bâtiments de la caserne. Pendant que les membres des Premières nations faisaient le tour de la zone bâtie,



les occupants ont remarqué des bâtiments abandonnés qui n'étaient pas chauffés. Kevin Simon et d'autres personnes ont dit clairement à M. Manning que ces bâtiments étaient inadéquats, particulièrement pour les grands-parents et les aînés qui avaient l'intention d'habiter le camp militaire. Kevin Simon a dit :

[...] fondamentalement, nous lui avons dit que nous n'accepterions pas cela. [...] [N]ous avons des gens âgés ici, dont une grand-mère, et beaucoup d'aînés qui ont besoin d'un endroit chauffé et nous n'accepterons pas ces bâtiments désuets qu'ils ont presque déjà abandonnés. [...]

Une réunion entre les militaires et les occupants a eu lieu dans la chapelle catholique. Le but principal de la réunion était de savoir si les militaires et les membres des Premières nations pouvaient coexister en paix au Camp Ipperwash. Le capitaine Smith a tenté de persuader les occupants d'habiter certains des bâtiments non chauffés. Le capitaine a réalisé que « juste par la manière dont les choses se déroulaient [...] tenter de trouver un plan de coexistence à l'intérieur de la zone bâtie n'était tout simplement pas réaliste ».

Les militaires n'ont jamais demandé aux membres des Premières nations de quitter la zone bâtie.

#### **7.4 Les militaires communiquent avec la Police provinciale de l'Ontario**

Peu avant la réunion avec les occupants dans l'après-midi du samedi 29 juillet, les militaires ont appelé l'inspecteur John Carson de la Police provinciale de l'Ontario à son domicile pour l'informer de l'occupation de la caserne de l'armée. L'inspecteur Carson, accompagné du sergent-détective d'état-major intérimaire Mark Wright, s'est rendu au Camp Ipperwash pour rencontrer le capitaine Doug Smith.

Le capitaine Smith a mentionné à la Police provinciale de l'Ontario que les membres des Premières nations, représentés par Bert Manning, avaient ordonné aux militaires de quitter le camp. Il a décrit la manière dont l'autobus avait foncé dans la salle d'exercices et une jeep militaire. Un véhicule appartenant à un Autochtone continuait de bloquer l'entrée principale du camp. Le capitaine Smith a expliqué qu'il avait permis aux occupants d'avoir accès à la chapelle et au mess des officiers pour empêcher d'autres affrontements et éviter qu'il y ait des dommages matériels. Il a estimé qu'il y avait environ quarante occupants dans la zone bâtie.

L'inspecteur Carson a dit au capitaine Smith qu'il était nécessaire d'informer les membres des Premières nations qu'ils n'avaient pas pris possession

pacifiquement de la zone bâtie et qu'ils s'étaient introduits sans permission. Il lui a également fait savoir clairement que la Police provinciale de l'Ontario ne prendrait aucune mesure relativement au camp militaire sans injonction judiciaire. Le capitaine Smith a répondu que les militaires n'étaient pas prêts à demander une injonction et qu'ils quitteraient la base militaire s'il le fallait.

L'inspecteur Carson a communiqué avec le surintendant en chef Coles pour l'informer de la position des militaires concernant l'injonction.

Durant un appel logé à 17 h 15, l'inspecteur John Carson a dit au capitaine Smith que la Police provinciale de l'Ontario enquêtait sur l'incident impliquant l'autobus et la jeep et que les dommages seraient photographiés. Il a demandé au capitaine Smith d'aviser Bert Manning que la Police provinciale de l'Ontario entrerait dans la zone bâtie du camp militaire. L'incident de l'autobus, « un acte criminel manifeste », inquiétait l'inspecteur Carson.

L'inspecteur Carson savait que le capitaine Smith avait rencontré Bert Manning qui avait convenu que les membres des Premières nations resteraient dans les deux bâtiments désignés et n'entreraient pas de force dans aucun des bâtiments de la caserne pour l'instant. Durant l'après-midi et une partie de la soirée, le capitaine a tenté de négocier un accord de coexistence avec les occupants.

Durant une réunion tenue à 17 h 30 avec l'occupant Maynard T. George, l'inspecteur Carson lui-même a clairement mentionné aux membres des Premières nations qu'ils n'avaient pas pris possession pacifiquement de la propriété et qu'ils s'y étaient introduits sans permission. Les occupants, a-t-il averti, pourraient être arrêtés et accusés. Peu après cette réunion, le capitaine Smith a informé la Police provinciale de l'Ontario que les « Autochtones » ne voulaient pas que la police mène une enquête sur l'incident de l'autobus.

Au cours de l'après-midi du 29 juillet, l'agent Wayde Jacklin s'est fait demander de rassembler l'équipe d'intervention en cas d'urgence (EIU). Il a alors demandé aux membres de l'EIU de se présenter au détachement de Forest de la Police provinciale de l'Ontario. Ils sont restés au détachement de Forest, mais n'ont pas été déployés.

## **7.5 Les militaires communiquent avec un négociateur des Premières nations**

Bob Antone a reçu un appel du capitaine Smith durant l'après-midi du 29 juillet. M. Antone était négociateur des Premières nations et avait reçu une formation en résolution de conflits et gestion de crise. On avait fait appel à lui durant la crise d'Oka survenue au Québec en 1990. En compagnie de Bruce Elijah, il avait également animé une séance de formation sur la sensibilisation transculturelle

avec les militaires les 12 et 13 juillet 1995 pour tenter de créer des relations entre les habitants de Stoney Point qui occupaient le champ de tir et les militaires. Le capitaine Smith a dit à M. Antone que les habitants de Stoney Point déménageaient dans la base de l'armée. M. Antone a compris, étant donné le « léger ton de panique dans la voix du capitaine Smith », que celui-ci était « vraiment préoccupé ». M. Antone lui-même était surpris que les habitants de Stoney Point aient occupé la zone bâtie.

Accompagné de Bruce Elijah, Bob Antone s'est alors immédiatement dirigé vers le Camp Ipperwash. M. Elijah, tout comme M. Antone, était également négociateur des Premières nations en plus d'être gardien de la paix de la Première nation Oneida. Bruce Elijah avait participé à de nombreuses négociations, y compris celles de la crise d'Oka, de Wounded Knee et d'Akwesasne durant les années 1970.

Lorsque MM. Antone et Elijah sont arrivés vers 19 h 30, ils ont rencontré le capitaine Smith. La tension entre les militaires et les occupants des Premières nations était élevée. Les soldats se tenaient du côté nord du terrain de parade, tandis que les Autochtones s'étaient rassemblés du côté sud. Le capitaine Smith a clairement fait savoir à Bob Antone et à Bruce Elijah qu'il ne voulait pas qu'un affrontement survienne entre ses soldats et les habitants de Stoney Point. Il a mentionné que les objets de valeur se trouvant dans les bâtiments militaires étaient en train d'être chargés dans des camions.

MM. Antone et Elijah se sont alors rendus du côté du terrain de parade où s'étaient rassemblés les membres des Premières nations. L'atmosphère était lourde. Les deux hommes ont discuté avec les Autochtones qui répétaient que ces terres leur appartenaient et qu'ils n'avaient aucune intention de quitter la base militaire :

[...] lorsque nous sommes allés les voir, ils étaient tous agités et disaient qu'ils ne quitteraient pas l'endroit, puis ils nous ont dit « Je me fiche de ce que vous avez à dire [...] nous ne quitterons pas cet endroit car il s'agit de nos terres ». [...] [I]l y avait énormément d'agitation. [...]

Les négociateurs ont discuté avec les occupants durant à peu près une heure. Ils les ont avertis de ne pas déclencher une altercation avec les militaires. M. Antone leur a dit :

[...] assurez-vous que vos gens ne commencent pas à se battre avec les soldats [...] J'[ai dit] il n'y a aucune raison de le faire. [...] [V]ous êtes ici maintenant.

M. Antone a suggéré qu'ils tentent de « s'entendre » avec le capitaine Smith. Il a dit aux occupants que les militaires étaient en train d'enlever leurs biens. Cependant, il ne savait pas si les militaires quitteraient le Camp Ipperwash.

Les négociateurs ont fait part au capitaine Smith des sentiments des habitants de Stoney Point. Vraisemblablement, les occupants ne quitteraient pas le camp; la seule solution pour les militaires était de les « faire quitter de force ». M. Antone l'a alors averti : « [I]l y aura un affrontement si vous essayez [...] c'est assez évident. »

Le capitaine Smith leur a clairement répété qu'il ne voulait pas être impliqué dans un affrontement physique avec les membres des Premières nations. M. Antone lui a alors rappelé la promesse du gouvernement fédéral de rendre les terres une fois la guerre terminée, après s'être approprié la réserve de Stoney Point en 1942. Il a exhorté les militaires à quitter l'endroit. M. Antone lui a dit :

... ils ont déjà dit qu'ils allaient les remettre [ces terres]. Eh bien! pourquoi ne quittez-vous pas simplement les lieux? [P]ourquoi déclencher une bagarre ici? [...] [D]es gens vont assurément subir des blessures. [Q]u'avez-vous à perdre? [...] [T]ous vos biens ont été chargés. [...]

Les négociateurs ont clairement fait savoir que la bande de Kettle et Stony Point n'exerçait aucun contrôle sur le groupe de Stoney Point. Cela était apparu évident au capitaine Smith plus tôt cet après-midi-là lorsqu'il a communiqué avec Dick Bressette, un aîné de Kettle Point, pour lui demander son aide en vue de désamorcer la situation à l'intérieur du camp militaire. Le groupe de Stoney Point a refusé de permettre à M. Bressette d'entrer dans la zone bâtie.

L'un des sujets de controverse consiste à savoir si Bruce Elijah et Bob Antone ont dit au capitaine Smith que les Autochtones étaient armés. Bien que le capitaine n'ait pas vu d'armes ou d'armes à feu au terrain de parade ou dans d'autres secteurs du camp, il a insisté pour que MM. Elijah et Antone lui disent que les Autochtones avaient des armes. En fait, comme le mentionne le capitaine Smith dans son rapport de la situation : « Bob Anton [*sic*] et Bruce Elijah ont entamé des négociations intensives et ont déterminé que [...] le groupe de Stoney Point était armé [...]. » Cependant, Bruce Elijah a insisté pour dire qu'il n'a jamais transmis cette information au capitaine Smith : « Jamais nous n'avons [...] mentionné à quelqu'un [...] que les occupants étaient armés. » ; « [i]l n'y a jamais eu » d'armes; « Je n'en ai jamais [vu] ». M. Antone a également maintenu qu'il n'a jamais mentionné au capitaine Smith que le groupe de Stoney Point avait des armes à feu.

M. Antone a offert d'aider les militaires à évacuer le camp et de s'assurer que les membres des Premières nations n'entraveraient pas le travail des soldats. Le capitaine Smith a décidé de téléphoner à ses supérieurs à London et Ottawa pour obtenir la permission de quitter le Camp Ipperwash. Il croyait qu'une cohabitation constante pouvait compromettre la sécurité des occupants et des militaires. Tard ce soir-là, il a reçu l'autorisation d'évacuer le Camp Ipperwash.

Les militaires ont informé ce soir-là les membres des Premières nations qu'ils quitteraient la base. Les autorités militaires ont dit que les bâtiments devaient être entretenus et des préposés à l'entretien ont plus tard été présentés aux occupants. Durant les jours qui ont suivi, les occupants ont reçu des instructions sur la façon d'assurer l'entretien et de faire fonctionner l'équipement du camp militaire, comme surveiller le château d'eau, allumer les flammes pilotes dans la cuisine et faire fonctionner les chaudières.

Les militaires ont quitté le camp militaire tard ce soir-là. Trente à quarante militaires ont quitté le camp en passant par l'entrée principale à bord de véhicules militaires et particuliers. Le commandant de la base, le capitaine Smith, a été le dernier à partir.

Bruce Elijah et Bob Antone sont restés avec le capitaine Smith jusqu'à ce que tout le personnel militaire ait franchi les barrières du camp. À ce moment-là, d'autres Autochtones étaient arrivés et s'étaient rassemblés à l'entrée. Les négociateurs ont accompagné le capitaine Smith au moment de son départ. L'atmosphère était tendue. Selon les mots de M. Antone, « Bruce et moi sommes seulement restés avec le capitaine [...] nous sommes seulement restés entre lui et les habitants de Stoney Point ».

Vince George était l'un des officiers de la Police provinciale de l'Ontario à qui l'on avait demandé de surveiller l'évacuation du personnel militaire du Camp Ipperwash. L'agent George, né et élevé dans la Première nation de Kettle Point, a décrit l'évacuation comme une expérience émotionnelle : « [C]ela semblait assez émotionnel et excitant à ce moment-là; vous savez, les cris et les pleurs que l'on entendait à mesure que les gens sortaient. »

L'agent Michael Dougan, un autre agent de la Police provinciale de l'Ontario qui était sur place lorsque les autorités du ministère de la Défense nationale (MDN) sont sorties du camp en passant devant la foule des membres des Premières nations, a décrit l'atmosphère comme tendue. L'agent Dougan et d'autres agents de la Police provinciale de l'Ontario sont restés à l'extérieur de l'entrée principale du camp militaire cette nuit-là pour assurer la sécurité publique et pour garder la paix.

À 23 h 30, les militaires avaient évacué le camp militaire. Le ministère de la Défense nationale n'a fait aucune tentative de retourner à l'intérieur de la zone bâtie après l'occupation du 29 juillet.

M. Antone a insisté pour dire que les habitants de Stoney Point n'étaient pas armés. Ils étaient simplement en colère. À mesure que la soirée avançait, certains occupants ont commencé à consommer de l'alcool et à être moins disciplinés. M. Antone n'a à aucun moment vu des armes à feu entre les mains des membres des Premières nations.

M. Antone était au courant de la scission entre le groupe de Stoney Point et la bande de Kettle et Stony Point relativement à l'occupation du camp militaire. Même s'ils partageaient le même but relativement au retour de la réserve, les deux groupes avaient des points de vue différents sur les tactiques et les stratégies requises pour atteindre cet objectif. La bande voulait continuer à travailler avec les militaires et le gouvernement fédéral pour négocier le retour des terres de la réserve, tandis que le groupe de Stoney Point croyait qu'il était nécessaire, plus de cinquante ans après que le gouvernement fédéral s'est approprié la réserve, d'occuper physiquement le territoire.

Bob Antone et Bruce Elijah ont quitté le Camp Ipperwash quelques jours après l'occupation. Ils n'ont eu aucun contact avec le groupe de Stoney Point jusqu'au 7 septembre, après la mort de Dudley George. Comme je le mentionne dans les chapitres suivants du rapport, la Police provinciale de l'Ontario, contrairement au capitaine Smith du MDN, n'a pas demandé l'aide des négociateurs des Premières nations au début septembre, lorsque les gens de Stoney Point ont occupé le parc provincial Ipperwash, pour l'aider à amorcer un dialogue avec les occupants, déterminer les enjeux problématiques ou s'assurer que l'atmosphère ne devienne pas plus tendue entre la police et les membres des Premières nations. Le 6 septembre, Cyndy Elder, une négociatrice des Premières nations spécialisée en médiation, a communiqué avec la Police provinciale de l'Ontario pour offrir son aide afin de trouver une solution à la protestation des Premières nations au parc Ipperwash<sup>2</sup>. M<sup>me</sup> Elder représentait un organisme appelé « Approaches Mediation ». Elle avait précédemment discuté avec la Police provinciale de l'Ontario le 15 août, après l'occupation de la caserne de l'armée. La Police provinciale de l'Ontario n'a pas accepté l'offre qu'elle leur a faite le 6 septembre et ne l'a pas rappelée. Ce soir-là, il y a eu un affrontement entre les occupants des Premières nations et la police. Dudley George est décédé après avoir reçu un projectile d'arme à feu tiré par la Police provinciale de l'Ontario.

Il était presque minuit le 29 juillet lorsque l'inspecteur Carson a appris que les militaires avaient quitté le Camp Ipperwash. L'inspecteur Carson a également été mis au courant que certains occupants masculins avaient consommé de l'alcool durant la soirée et étaient devenus beaucoup plus agressifs et hostiles. Le

---

2 M<sup>me</sup> Elder habitait la région de Manitoulin.

commandant des opérations sur le lieu de l'incident de la Police provinciale de l'Ontario, l'inspecteur Carson, était soucieux de savoir si les actes d'agression commis par les membres des Premières nations, à savoir l'incident de l'autobus et de la jeep, avaient incité les militaires à quitter le camp pour éviter d'autres affrontements :

[...] cela a soulevé certaines inquiétudes. Dans ce cas-ci, il y avait les occupants qui reprenaient maintenant possession de la zone bâtie. Il y avait eu un grave incident impliquant l'autobus et la jeep [et c'était] seulement un heureux coup du sort si personne n'avait été blessé gravement dans cette altercation. De plus, à la suite de cette agression, les militaires avaient choisi de se retirer de la base pour éviter d'autres affrontements. Il y avait eu une discussion ou des commentaires à ce moment-là à l'effet que le parc Ipperwash serait la prochaine cible. Franchement, je m'inquiétais sérieusement de savoir quel genre de défi cela allait créer au point de vue du maintien de l'ordre. Cependant, je savais également à ce moment-là, une fois le public mis au courant des événements qui s'étaient passés ce jour-là et en raison du retrait des militaires, que cela créerait énormément d'anxiété dans la collectivité générale. Je l'ai également senti au sein de la collectivité de Kettle Point dans le processus de négociation avec le conseil de bande relativement au retour potentiel de la base militaire.

L'inspecteur Carson a considéré cette « agression envers les militaires » comme un comportement « très différent de celui qui avait été adopté jusqu'à ce moment-là ». Des commentaires avaient été émis disant que le « parc Ipperwash était la prochaine cible ». L'inspecteur Carson a pensé que « c'était la première fois que l'altercation en était rendue au point où elle compromettait la sécurité des gens ».

L'inspecteur Carson se souciait de l'incidence de l'occupation du camp militaire sur la collectivité générale. Il a également songé à l'impact de l'occupation sur la bande de Kettle et Stony Point, à savoir si cela aurait des conséquences négatives sur les négociations qui se déroulaient entre la bande et le gouvernement fédéral pour le retour des terres.

La prédiction de l'inspecteur Carson à l'effet que des problèmes surviendraient au cours des mois suivants s'est révélée exacte : « Je pouvais voir que cela allait vraiment accroître les défis auxquels nous aurions à faire face sur une foule de questions. »

Les occupants étaient d'une humeur joyeuse après la prise de possession de la caserne. Ils avaient du chauffage, de l'eau, l'accès aux douches et une

cuisine. Comme l'a mentionné Clayton George, l'un des occupants, ils étaient « [h]oureux d'avoir mis la main sur la zone bâtie et d'avoir l'électricité et l'eau ainsi qu'un endroit pour se doucher ». Les membres des Premières nations commencèrent à choisir les bâtiments dans lesquels ils s'installeraient. Marlin Simon a déménagé dans le mess des sergents (bâtiment 34), qu'il habite en permanence depuis ce temps. Marcia Simon a choisi de s'installer avec sa mère, Melva George, dans la chapelle catholique (bâtiment 46). Roderick George a choisi le bâtiment des quartiers (bâtiment 37) pour sa famille et ils continuent toujours d'habiter à cet endroit. Cependant, Clifford George, qui avait servi dans l'armée canadienne pendant un certain nombre d'années, n'était pas intéressé à déménager dans les bâtiments de l'armée : « J'ai dit que je n'étais absolument pas intéressé à déménager dans les casernes. J'y avais habité trop longtemps. »

Plusieurs membres des Premières nations ont déménagé dans le camp militaire après le 29 juillet 1995. Warren George, qui a apporté ses effets personnels dans la caserne le lendemain, était « content de ne pas vivre encore une fois dans une tente durant l'hiver ». Le jeune J.T. Cousins, âgé de 14 ans, a déménagé dans la caserne sans ses parents. Un certain nombre de personnes provenant d'autres réserves et régions ont également déménagé dans le camp militaire au cours des premiers jours du mois d'août 1995.

Dudley George, qui ne faisait pas partie du groupe initial qui avait occupé la zone bâtie le 29 juillet 1995, a choisi d'habiter les quartiers de l'ORS (bâtiment 115). Il a habité à cet endroit jusqu'à sa mort le 6 septembre 1995, un peu plus d'un mois plus tard.

Étant donné qu'il était très agité, Marlin Simon n'est pas arrivé à dormir durant la nuit du 29 juillet. Lui et d'autres Autochtones croyaient que les militaires résisteraient beaucoup plus fermement à l'occupation du camp par les membres des Premières nations. M. Simon, comme ses compagnons d'occupation, était enthousiasmé parce qu'ils « avaient finalement récupéré les terres ». Comme il l'a expliqué :

Les militaires avaient quitté l'endroit et il semblait que [nous] avions finalement récupéré les terres qu'ils s'étaient appropriées. [...] C'était tout simplement quelque chose qui ne semblait pas possible dans l'immédiat [...] nous ne pensions jamais vraiment récupérer nos terres. Puis, finalement, il semblait bien que nous avions récupéré nos terres.

## 7.6 30 juillet 1995

À 9 h 20 le 30 juillet, l'inspecteur Carson de la Police provinciale de l'Ontario a fourni au surintendant en chef Coles les tout derniers renseignements sur



l'occupation. Des questions ont été soulevées à propos du décret de 1942, à savoir si les terres devaient être retournées aux occupants ou à la bande officielle de Kettle Point. La police ne connaissait pas le chef ni le porte-parole des occupants. Bert Manning semblait être l'occupant qui a communiqué le plus avec les militaires et la Police provinciale de l'Ontario. Les autorités ont alors décidé que Ron Fox, conseiller spécial sur les Premières nations au bureau de la sous-solliciteuse générale, devait être mis au courant des derniers développements sur l'occupation.

Ce matin-là, l'inspecteur Carson a rencontré le lieutenant-colonel Sweeny à l'hôtel Forest Golf and Country. L'officier militaire lui a fait clairement savoir que le MDN n'avait pas remis les terres aux Autochtones et que les militaires avaient quitté le Camp Ipperwash uniquement pour des raisons de sécurité. Quelqu'un devait communiquer avec le ministère des Richesses naturelles (MRN) parce que l'eau alimentant la base provenait d'un réservoir situé dans le parc.

Les autorités du MRN étaient vraiment inquiètes le 30 juillet lorsqu'elles ont appris que les habitants de Stoney Point avaient occupé le Camp Ipperwash et que les militaires avaient évacué la base de l'armée. Le directeur adjoint du parc Don Matheson et Peter Sturdy du MRN (chef de zone pour le Sud-Ouest de l'Ontario) ont parlé au téléphone peu après 9 h de certaines de leurs préoccupations.

Il régnait une certaine anxiété à propos de l'approvisionnement en eau du parc Ipperwash et de la qualité de celle-ci après l'occupation du camp militaire par les membres des Premières nations. Le MRN avait une entente avec le ministère de la Défense nationale à l'effet que l'eau était pompée jusqu'au parc à partir du lac Huron pour ensuite être traitée et transportée vers un château d'eau situé sur la base militaire. L'eau était ensuite réacheminée au parc Ipperwash pour alimenter en eau potable les campeurs et les autres utilisateurs du parc. Peter Sturdy et les autorités du parc du MRN s'inquiétaient de savoir si 1° l'alimentation en eau pouvait être coupée par les Autochtones ou 2° « à la suite d'un accident quelconque [...] ou de l'utilisation du château d'eau, il pouvait y avoir un produit contaminant ou des impuretés » dans l'eau. Plus tard ce matin-là, Don Matheson a parlé de ces préoccupations avec l'inspecteur Carson et le surintendant Parkin au détachement de Forest de la Police provinciale de l'Ontario.

À la demande du surintendant en chef Coles, le surintendant Parkin s'est rendu au détachement de Forest de la Police provinciale de l'Ontario le 30 juillet et a été informé de ce qui se passait par l'inspecteur Carson et par le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright. Le sergent d'état-major Bouwman a transmis les commentaires de l'agent Parks à l'effet que, au moment où les militaires quittaient le camp la nuit précédente, les occupants avaient dit que le

parc Ipperwash était la prochaine cible. L'inspecteur Carson préparait un plan pour organiser des patrouilles de deux agents en uniforme sur une base continue. Des dispositions étaient prises pour que des agents d'infiltration déguisés en campeurs restent dans le parc pour tenter d'obtenir des renseignements. Le surintendant Parkin croit que le directeur adjoint du parc Don Matheson, qui s'était joint à la réunion, aurait pu être au courant de cette information.

L'agent-détective Martin s'est occupé de la logistique visant à permettre aux agents de la Police provinciale de l'Ontario de camper dans le parc provincial. Il a loué une remorque que l'agent-détective Dew, le sergent Eve, l'agent de la Police provinciale Karen Dunn et lui-même utiliseraient durant leur séjour au parc. On a dit à ces agents que leur mission comportait deux volets : recueillir des informations et assurer la sécurité du public.

À la demande de la Police provinciale de l'Ontario, les autorités du MRN ont pris des dispositions pour que l'équipe d'intervention en cas d'urgence soit logée au parc provincial The Pinery<sup>3</sup>.

La possibilité que le parc lui-même soit la cible d'une occupation autochtone constituait une grande source d'inquiétude pour le MRN ce jour-là. Lors d'une réunion avec l'inspecteur Carson, le surintendant Parkin, l'agent-détective Speck et le directeur adjoint du parc Don Matheson, les autorités militaires ont signalé qu'au moment où ils ont évacué le Camp Ipperwash la nuit du 29 juillet, un Autochtone a déclaré ce qui suit : « [D]ites à vos copains au parc qu'ils sont notre prochaine cible. » Cette déclaration a constitué la première menace directe d'occupation du parc Ipperwash reçue par les autorités du MRN cet été-là. Lorsque le directeur du parc Les Kobayashi a rencontré son directeur adjoint Don Matheson au bâtiment d'entretien du parc plus tard ce soir-là, il était très évident que ce dernier « se souciait de la sécurité de notre personnel » et de celle des campeurs se trouvant dans le parc.

Le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright était également très au courant le 30 juillet de la possibilité d'une occupation du parc Ipperwash par les Autochtones. Il a inscrit dans ses notes :

Information transmise par un informateur à l'effet que les Autochtones avaient des armes et avaient également prévu d'occuper le parc. Décision prise à l'effet qu'il pourrait y avoir une probabilité de tentative d'occupation du parc provincial Ipperwash. [...]

---

3 Le parc provincial The Pinery est situé à environ 10 minutes de route du parc Ipperwash.

Le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright savait que les Autochtones étaient des chasseurs et possédaient des carabines. Cependant, il ne s'en préoccupait pas et ne « pensait pas que c'était quelque chose d'alarmant ».

L'inspecteur Carson a pris des dispositions pour envoyer douze agents de l'EIU dans le secteur. Il y a eu des discussions dans l'après-midi entre l'inspecteur Carson, le surintendant Parkin et le surintendant en chef Coles au sujet des patrouilles de 24 heures effectuées dans le secteur du Camp Ipperwash. L'inspecteur Carson a envoyé un courriel à tous les agents des régions de Kent, Essex et Lambton pour les mettre au courant de la situation au cas où leur présence serait requise à la BFC Ipperwash :

Les militaires n'ont pas encore renoncé à la revendication de ces terres. [...] Nous nous préoccupons maintenant des propriétés adjacentes, en particulier du parc provincial Ipperwash. Une intervention intégrée a été organisée. Je suis le commandant des opérations sur le lieu de l'incident dans cette affaire. Le surintendant A. Parkin, qui est surintendant responsable des opérations pour la région ouest, commande l'ensemble des opérations reliées à cet incident. Le surintendant en chef Coles de la région ouest est également au courant de la situation et a participé à la mise en œuvre d'un plan d'intervention en cas de détérioration de la situation à l'intérieur de la BFC Ipperwash et autour de celle-ci ainsi que dans le parc provincial Ipperwash.

L'inspecteur Carson a demandé au sergent-détective d'état-major intérimaire Wright, au sergent d'état-major Bouwman et à l'agent-détective Speck d'entrer en communication avec les occupants de la base de l'armée. Plusieurs fois ce jour-là, les agents de la Police provinciale de l'Ontario se sont tenus à l'entrée principale du camp et ont tenté d'amorcer un dialogue avec les membres des Premières nations. Vers 19 h, Bruce Manning, l'un des occupants, a échangé quelques mots avec le sergent d'état-major Bouwman. Il a mentionné qu'aucun porte-parole des Premières nations n'avait encore été choisi pour communiquer avec la Police provinciale de l'Ontario ou les militaires.

Ce soir-là, l'inspecteur Carson a fourni au maire Fred Thomas les tout derniers renseignements sur l'occupation.

À 22 h, le sergent d'état-major Bouwman a communiqué par téléphone avec l'inspecteur Carson pour lui faire part d'une conversation qu'il avait eue avec Carl George. On l'avait informé qu'une réunion aurait lieu à Kettle Point et que la bande désapprouvait l'occupation du camp militaire. Carl George a indiqué que Les Jewell était en train d'organiser une réunion avec « d'autres radicaux » à la résidence de Glenn George.

## 7.7 31 juillet 1995

À 10 h 15, l'employé du MRN Don Matheson, directeur adjoint du parc Ipperwash, a demandé à rencontrer l'inspecteur Carson le plus tôt possible. Peu de temps après, le directeur du parc Les Kobayashi et Don Matheson sont arrivés au détachement de Forest de la Police provinciale de l'Ontario. Ils ont parlé de la possibilité d'une occupation du parc et de la pertinence de voir le MRN demander une injonction dans de telles circonstances.

Cet après-midi-là, l'inspecteur Carson avait eu une réunion avec le député provincial Marcel Beaubien qui avait communiqué précédemment avec le sergent d'état-major Wade Lacroix pour lui dire qu'il « était en faveur d'une intervention policière ». M. Beaubien a dit à l'inspecteur Carson qu'il communiquerait avec le procureur général et le solliciteur général au sujet des membres des Premières nations qui se trouvaient dans le secteur de West Ipperwash.

Comme je le mentionne plus loin dans ce chapitre, le 31 juillet, Marcel Beaubien a envoyé une lettre au procureur général Harnick pour lui faire part de la tension qui existait dans le secteur de West Ipperwash et des inquiétudes de ses électeurs : « Les résidants sont tendus et la situation devient insoutenable. » M. Beaubien a également écrit : « Personne ne s'occupe d'appliquer la loi et la Police provinciale de l'Ontario ne semble pas vouloir se mouiller. » Une copie de cette lettre a été envoyée au solliciteur général Robert Runciman et à Fred Thomas, maire de Bosanquet. Marcel Beaubien a témoigné à l'effet que « des membres de la collectivité avaient dit que les gens se procureraient des armes pour défendre leur propriété », ce qui « m'avait énormément inquiété ».

L'inspecteur Carson a affecté quatre agents de la Police provinciale de l'Ontario (deux hommes et deux femmes, soit l'agent-détective Dew, le sergent Eve, l'agente-détective Martin et l'agente provinciale Dunn) au parc et leur a demandé de se déguiser en campeurs. Ils ont utilisé des emplacements de camping et une tente-caravane. Les agents avaient reçu l'ordre de recueillir de l'information sur les gens et sur les véhicules qui entraient dans le secteur et qui en sortaient. Cette information était ensuite transmise au personnel administratif du détachement de Forest de la Police provinciale de l'Ontario qui l'inscrivait dans un journal.

Des agents en uniforme de l'EIU ont également été déployés au parc Ipperwash et dans le secteur entourant la BFC Ipperwash. L'EIU, cantonnée au parc provincial The Pinery, devait assurer une couverture continue. L'inspecteur Carson a déclaré : « [N]otre objectif était d'avoir, dans la mesure du possible, une présence constante d'hommes en uniformes à l'intérieur du parc ou à proximité de celui-ci. » Comme il l'a dit, certains agents « ont littéralement campé dans le parc

Ipperwash durant le mois d'août » afin d'être en mesure de voir et d'entendre ce qui se passait dans le parc.

Peu après 22 h, le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright a retransmis à l'inspecteur Carson une information qui lui avait été transmise par l'agent-détective Dew. Des campeurs, a-t-il dit, ont été harcelés par des membres des Premières nations qui prétendaient que le parc Ipperwash était un territoire « autochtone » et qu'ils en prendraient possession dans peu de temps. L'agent-détective Dew a rapporté la conversation suivante entre Dudley George et un couple de personnes âgées :

DUDLEY : Quittez nos terres.

LE CAMPEUR : C'est un parc provincial.

DUDLEY : C'est un territoire autochtone. Un jour, peut-être cette année ou l'an prochain, vous nous paierez pour camper ici parce que nous reprenons possession de ce territoire, puis nous reprendrons le parc The Pinery.

L'inspecteur Carson est arrivé au parc provincial à 23 h pour rencontrer l'agent-détective Dew et le sergent Eve. Plusieurs véhicules conduits par des Autochtones faisaient la navette entre Matheson Drive et la plage. Ils étaient conduits de façon bizarre et l'on entendait les cris poussés par les membres des Premières nations à bord des véhicules.

Tard ce soir-là, il y a eu un accident d'auto mortel à l'intersection de Matheson Drive et d'Army Camp Road. Une voiture circulant à haute vitesse sur Matheson Drive a arraché un panneau d'arrêt et s'est retrouvée dans un fossé profond. Les agents Jacklin, Dougan et Parks étaient en patrouille au parc Ipperwash et dans le secteur entourant la base militaire. Ils se sont alors rapidement dirigés vers le lieu de l'accident. L'agent Parks a pataugé dans environ quatre pieds d'eau pour sortir les occupants de la voiture. Deux adultes autochtones, un homme et une femme, étaient décédés. Deux passagers avaient survécu. Une ambulance a été appelée.

Les membres des Premières nations ont commencé à se rassembler dans le secteur. Les gens étaient affolés par la perte de leurs parents et amis. Bert Manning est arrivé du camp militaire avec une jeune fille qui était la fille de la femme décédée. Il voulait que la jeune fille de neuf ans voie le corps de sa mère. L'agent Jacklin a pensé que l'enfant était en « état de choc ». Il a persuadé M. Manning et une femme, qui lui semblait être la conjointe de M. Manning, qu'il n'était

pas opportun de montrer à l'enfant le corps de sa mère décédée. L'agent Jacklin a alors éloigné la fille et la femme du lieu de l'accident et les a conduites à l'entrée principale de la zone bâtie sur Army Camp Road. Les membres des Premières nations ont ensuite célébré une cérémonie du foin d'odeur sur les lieux de l'accident.

L'inspecteur Carson et le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright se sont rendus sur les lieux de l'accident à 2 h. Ils ont vu la voiture dans le fossé et les victimes sur le bord de la route. De loin, ils ont observé la cérémonie du foin d'odeur célébrée par les Autochtones.

Le lendemain, les agents Wright, Bouwman et Speck de la Police provinciale de l'Ontario ont rencontré Glenn George à l'entrée principale du Camp Ipperwash pour parler du décès des deux victimes. Glenn George s'est montré coopératif et était préoccupé par l'accident survenu sur Matheson Drive. Ils ont convenu que le MRN verrouillerait chaque nuit la barrière sur Matheson Road pour empêcher les voitures de circuler sur cette route non éclairée. Ils ont également convenu de publier un communiqué de presse conjoint à propos de l'instauration de vérifications RIDE à la suite de l'accident. Voici ce que disait en partie le communiqué de presse :

Les Aazhoodenaang Enjibaa jig (habitants de Stoney Point) désirent que tous les membres de la collectivité vivent ensemble d'une manière paisible, légitime et harmonieuse.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, les Aazhoodenaang Enjibaa jig (habitants de Stoney Point) appuient le programme RIDE de la Police provinciale de l'Ontario dans le secteur d'Ipperwash. Les Aazhoodenaang Enjibaa jig (habitants de Stoney Point) appuient la promotion d'habitudes de conduite sécuritaire.

Glenn George a également mentionné aux agents Wright, Bouwman et Speck que des gens de l'extérieur de la collectivité arrivaient dans le secteur. Le sergent d'état-major Bouwman a pensé que M. George était un peu inquiet à l'idée de voir ces « étrangers » causer des problèmes dans le secteur d'Ipperwash.

Glenn George a fait valoir que Matheson Drive et le parc Ipperwash appartenaient aux membres des Premières nations et qu'un cimetière autochtone se trouvait dans le territoire du parc. Comme l'agent-détective Speck l'a inscrit dans ses notes : « Glen a revendiqué Matheson Dr. et le parc provincial Ipperwash en disant qu'il y avait un cimetière dans le parc. »

C'était la première fois que l'agent-détective Speck apprenait que le cimetière autochtone du parc Ipperwash était à la base de la revendication autochtone

de ce territoire. Néanmoins, l'agent de la Police provinciale de l'Ontario ne se « souvient pas avoir fait quelque chose de cette information ».

## **7.8 Les « étrangers »**

Les membres de la bande de Kettle et Stony Point ainsi que la Police provinciale de l'Ontario s'inquiétaient visiblement parce que des membres des Premières nations provenant d'autres réserves et régions étaient à l'intérieur du camp militaire. Des Autochtones en provenance d'Oneida, de Walpole Island et de Moraviantown sont venus offrir leur appui, tout comme l'ont fait des gens du Michigan et d'autres régions des États-Unis. Certains « étrangers » portaient des tenues camouflées.

Des Autochtones tels que Gabriel Doxtator de la réserve d'Oneida sont venus de façon occasionnelle à la zone bâtie en août 1995. D'autres personnes comme Isaac Doxtator et Russell Jewell sont venus visiter le camp plus régulièrement. Isaac Doxtator a souvent habité chez Glenn George. Robert Isaac et Les Jewell ont déménagé dans la caserne avec le groupe de Stoney Point après l'occupation de celle-ci.

Le conseiller de bande Gerald George s'est rendu au camp militaire au début du mois d'août pour tenter de déterminer le nombre de personnes n'appartenant pas à la bande qui occupaient le camp. Il craignait que ces « étrangers » aient des idées radicales et puissent influencer les membres plus jeunes et plus impressionnables de la bande. Il craignait qu'ils appuient un mouvement séparatiste qui prônait la séparation du groupe de Stoney Point de la bande officielle. Gerald George était particulièrement préoccupé par Les Jewell qui était venu des États-Unis : « Il ne faisait pas passer le bon message aux gens. [...] De seulement continuer à aller de l'avant, mais de façon agressive. »

Comme le mentionne plus loin le présent chapitre, les agents de la Police provinciale de l'Ontario en patrouille au parc Ipperwash et en périphérie du camp militaire ont également remarqué une augmentation du nombre de membres des Premières nations provenant d'autres régions, y compris les États-Unis, qui s'installaient dans la caserne.

## **7.9 Réunion de la bande de la Première nation Kettle and Stony Point – 1<sup>er</sup> août 1995**

Une réunion des membres de la bande de la Première nation Kettle and Stony Point a eu lieu le 1<sup>er</sup> août 1995 pour discuter de l'occupation du camp militaire. La réunion a commencé à 19 h et a duré plus de quatre heures.

Le chef Tom Bressette a dirigé la réunion à laquelle assistaient les conseillers suivants :

Bob Bressette	Al Bressette
Bernard George	Brian Monague
Norm Shawnoo	Gerald George
Yvonne (Bonnie) Bressette	Steve Wolfe
Bud George	Liz Thunder, administratrice de la bande

Le chef et la plupart des conseillers avaient de la parenté dans la réserve de Stoney Point. Les parents de Bonnie Bressette avaient vécu à Stoney Point avant l'appropriation, tout comme la grand-mère du chef Tom Bressette. Elizabeth Stevens (Thunder) avait également de la famille dans la réserve et Bob Bressette possédait des terres à cet endroit<sup>4</sup>. Bernard George, Norm Shawnoo, Gerald George et Al Bressette avaient de la parenté à Stoney Point. Le chef Bressette a mentionné : « Presque tout le monde ici a de la parenté à Stoney Point. »

Des membres de la collectivité de la bande de Kettle et Stony Point étaient également présents et ont participé à la discussion. La réunion avait pour objet de trouver une façon constructive de résoudre les différences existant entre la bande et les occupants de Stoney Point. Elizabeth Stevens, l'administratrice de la bande, a décrit l'atmosphère de la réunion comme étant tendue et émotionnelle.

À la relecture du compte rendu de la réunion, on constate clairement que le chef Bressette et Carl Tolsma étaient préoccupés par la division existant entre la bande et les occupants de Stoney Point. Dans son préambule, le chef Bressette a dit :

[...] J'ai eu des réunions avec Carl; il était en contact avec des gens qui éprouvaient du ressentiment à propos de Stoney Point. Nous voulons explorer des possibilités, tenter de réunir les gens à nouveau. Il est difficile d'être en désaccord avec vos propres gens. Je ne me suis pas levé pour dire que j'appuyais ce qui se faisait [...]

C'est un enjeu qui nous tient tous à cœur, un enjeu pour lequel notre collectivité s'est battue depuis plus de [cinquante] ans. [...] Beaucoup de gens ont été froissés et il y a eu beaucoup de ressentiment; il est préférable de ne plus y penser.

4 Le ministère des Affaires indiennes voulait que toutes les réserves soient subdivisées en lots. Les familles ont reçu un billet de location, soit un permis d'utilisation d'un lopin de terre particulier.



On craignait que, si les membres de la bande et les occupants de Stony Point restaient divisés, cela nuirait aux négociations futures avec le gouvernement fédéral sur le retour de la réserve. Carl Tolsma a déclaré : « [L]e gouvernement ne discutera pas avec des gens qui se disputent. [...] [C]'est exactement cela, selon moi, que le gouvernement recherche. » Le chef Bressette a fait des remarques similaires :

Notre peuple ne peut rester divisé sur cette question; cela fait le jeu du gouvernement.

Les membres de la bande de Kettle et Stony Point s'inquiétaient de la présence de personnes étrangères à la bande à l'intérieur du camp militaire. Ils disaient que les « étrangers » les empêchaient d'avoir accès au camp militaire et de s'asseoir sur la plage.

Gerald George craignait que des individus de la nation iroquoise soient parmi les dirigeants de l'occupation du camp militaire : « Nous sommes des Anishnabeks [...] et il y a un drapeau iroquois qui flotte là-bas. » Contrairement à ceux de Kettle Point et de Stony Point, les membres de la nation iroquoise ne faisaient pas partie de la Three Fires Confederacy. On s'inquiétait des possibilités de violence à cause des « étrangers » qui participaient activement à l'occupation du camp militaire. Les membres de la bande ne voulaient pas que des gens provenant d'autres collectivités s'installent sur ces terres parce qu'ils craignaient « d'avoir les mêmes problèmes que ceux qui étaient survenus à Oka ».

Certains membres de la bande ne partageaient pas ce point de vue. Bonnie Bressette, ancienne chef de la bande de Kettle et Stony Point de 1988 à 1990 et conseillère en 1995<sup>5</sup>, a discuté de l'appui traditionnellement donné aux membres des Premières nations par les membres d'autres réserves. Non seulement ne s'inquiétait-elle pas de la présence de ces personnes étrangères à la bande, mais M<sup>me</sup> Bressette leur était reconnaissante de leur appui. Comme elle l'a expliqué durant les audiences :

[...] lorsqu'il se produit quelque chose, nous pouvons simplement tout mettre de côté. Si nous devons aller à Oneida pour appuyer la nation Oneida, c'est ce que nous ferons parce que nos gens sont comme ça et le seront toujours. Nous sommes incapables de dire « laissons-les se débrouiller ». Si une cause a besoin d'être appuyée à Walpole Island,

---

5 Elle avait été conseillère de bande depuis 1968, à l'exception des deux années durant lesquelles elle avait été chef de la bande.

nous irons à Walpole Island. Et c'est ce que les membres des autres Premières nations ont entendu et ont voulu : ils viendraient nous visiter à Stoney Point, passeraient un peu de temps là et appuieraient nos gens qui se trouvent là [...]

Cependant, je ne les considère pas et jamais je ne les considérerai comme des étrangers. C'étaient des gens venus nous donner leur appui. Et je ne pourrai jamais suffisamment exprimer ma gratitude et ma fierté à ces gens qui ont pris le temps de faire ça.

Le chef Tom Bressette a convenu que les Autochtones allaient souvent appuyer les membres d'une autre Première nation. Pourtant, on s'inquiétait de voir la situation se détériorer comme à Oka et l'on se demandait si la sécurité ne serait pas compromise en raison de la présence de ces « étrangers ». Les gens de Kettle Point, particulièrement les aînés, étaient contrariés parce que des individus d'autres Premières nations leur disaient qu'ils ne pouvaient pas venir sur le territoire de Stoney Point. Comme l'a dit le chef Tom Bressette, « si vous étiez originaire de Kettle Point, vous n'étiez pas le bienvenu », mais

[...] si vous veniez de n'importe où ailleurs, la porte était grande ouverte et les gens qui voulaient aller là-bas étaient ceux qui étaient véritablement les descendants des personnes qui détenaient des billets de location à cet endroit.

Pour régler ce que beaucoup de gens percevaient comme le problème des « étrangers » à la base militaire, le chef Bressette et la bande ont publié un communiqué de presse et ont rédigé une lettre à l'intention des occupants.

### **7.10 Communiqué de presse et lettre de la bande aux occupants**

Le 2 août 1995, la bande de Kettle et Stony Point a publié un communiqué de presse. Elle tentait de faire connaître certains points de vue exprimés au cours de la réunion de la bande le soir précédent. Le communiqué mentionnait clairement que le retour des terres de Stoney Point était un objectif immédiat. Cela comprenait une pleine indemnisation par le ministère de la Défense nationale pour le « coût du nettoyage et de la remise en état des terres et de l'environnement de Stoney Point ».

Le communiqué de presse soulignait également le fait que les gens qui avaient assisté à la réunion désiraient travailler de concert avec les occupants en vue d'atteindre cet objectif, soit de « réunifier une collectivité déchirée par l'appropriation illégale et l'utilisation continue de leurs terres par les militaires ».

Enfin, il mentionnait que les « étrangers » ou les gens qui n'étaient pas membres de la bande n'étaient pas les bienvenus et devaient quitter le camp militaire :

Tous ceux qui étaient présents [à la réunion du 1<sup>er</sup> août 1995] étaient unanimes à dire que l'on devait remercier tous les membres d'autres bandes qui occupaient le Camp Ipperwash pour leur soutien, mais qu'on devait leur demander de quitter Stoney Point, car ce n'était pas leur résidence actuelle et ce ne l'avait jamais été. Nous croyons que, sans la présence d'influences extérieures perturbatrices, la Première nation Kettle and Stony Point sera en mesure de poursuivre les négociations avec le ministère de la Défense nationale pour que le nettoyage et le retour des terres de Stoney Point se fassent dans les plus brefs délais.

Le 3 août 1995, le chef Bressette (au nom de la bande) a écrit une lettre directement aux membres de la bande de Kettle et Stony Point qui occupaient le camp militaire. La plupart des participants à la réunion de la bande du 1<sup>er</sup> août 1995, a-t-il dit, voulaient que les gens des autres Premières nations quittent le Camp Ipperwash; ils « croient que l'on doit remercier de leur appui tous les membres d'autres bandes qui occupent les terres de Stoney Point et qu'on leur demande respectueusement de quitter les lieux ».

Le chef insistait pour dire que le gouvernement fédéral « ne traiterait qu'avec le présent conseil » et que, par conséquent, il était important que les occupants collaborent avec la bande officielle. Il mentionnait qu'un « énoncé de principes pour la négociation du retour des terres de Stoney Point » avait été préparé et il invitait les gens à formuler des commentaires sur ce document. Sept principes y sont énumérés :

1. Nous nous sommes engagés à obtenir le retour et la remise en état des terres et de l'environnement à Stoney Point.
2. Nous nous sommes engagés à obtenir une indemnité pour les titulaires de billets de location de Stoney Point et nous tenterons de formuler un plan utile relativement à la manière dont ces intérêts seront traités et à celle dont les intérêts distincts de ces membres seront pris en compte dans les décisions concernant les terres de Stoney Point. Nous reconnaissons également que tous les titulaires de billets de location de Stoney Point et leurs descendants ont un intérêt familial et historique unique à l'égard de Stoney Point, ce qui permet conséquemment à ces membres d'avoir un intérêt distinct qui

doit être pris en compte dans le processus décisionnel relatif au retour et à la mise en valeur des terres de Stoney Point.

3. Nous nous sommes engagés à avoir des discussions complètes, franches et ouvertes avec la collectivité et à consulter celle-ci relativement aux négociations qui pourraient avoir lieu avec le Canada à propos des terres de Stoney Point. Dans l'intérêt de la collectivité, tous les membres sont libres de participer à ce processus communautaire commun ou aux travaux du comité. Nous demanderons notamment à tous les membres de collaborer durant l'évaluation environnementale et les activités de nettoyage.
4. Nous nous sommes engagés à représenter les intérêts de tous les membres de la Première nation, sans accorder de traitement spécial ou de considération distincte à un ou des membres en particulier; cependant, les différences d'opinion des membres de la bande qui font valoir leurs intérêts personnels indépendamment de ceux de la collectivité doivent être respectées.
5. Nous nous sommes engagés à faire tous les efforts raisonnables requis pour régler les désaccords survenus dans cette Première nation à la suite des injustices commises par le Canada au moment où ce pays s'est approprié les terres de Stoney Point.
6. Nous nous sommes engagés à négocier une indemnité juste et raisonnable qui inclura la restitution de tout ce que les membres ont perdu à la suite de l'appropriation injuste des terres de Stoney Point.
7. Nous nous sommes engagés à travailler ensemble et à nous respecter les uns les autres conformément aux principes exposés ci-dessus.

Le chef Bressette et plusieurs conseillers de la bande, y compris Gerald George, ont livré de nombreux exemplaires de cette lettre à la guérite située à l'entrée du camp militaire. Le chef a demandé à parler à un responsable des occupants, mais on lui a dit qu'il n'y avait aucun porte-parole et que lui-même et les conseillers de bande n'étaient pas les bienvenus. Le chef et les conseillers ont laissé les lettres à la guérite de l'entrée du camp militaire en demandant qu'elles soient distribuées aux occupants. Les habitants de Stoney Point ont cependant refusé d'accepter les documents et ont lancé une pile de lettres à l'arrière du camion d'Al Bressette.

Le chef Bressette est parti en vacances peu après le 3 août. Avant de quitter, il a reçu un appel du bureau de l'Assemblée des Premières Nations. Ovide Mercredi, le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, a alors offert au chef Bressette, s'il croyait que cela pouvait aider, de servir de médiateur pour tenter de régler les différences entre les occupants et la bande. On avait cependant dit au chef Bressette que les occupants ne seraient pas réceptifs à cette offre.

Il a fallu attendre jusqu'au 6 septembre, après la mort de Dudley George, avant que le chef national Mercredi communique à nouveau avec la Première nation Kettle and Stony Point.

### **7.11 Le capitaine Smith devient l'officier de liaison militaire**

Après l'occupation, le capitaine Smith s'est vu confier le rôle d'officier de liaison militaire. Il avait la responsabilité de s'assurer que les voies de communication restent ouvertes entre les occupants et les militaires. En outre, il devait enseigner au groupe de Stoney Point la manière d'utiliser l'équipement, le matériel et l'« infrastructure de la base » pour s'assurer qu'ils ne soient pas endommagés et que les membres des Premières nations ne « se blessent pas eux-mêmes ».

Le lendemain de l'occupation, le capitaine Smith a rencontré MM. Antone et Elijah. On a entre autres parlé de la nomination d'un porte-parole pour permettre au groupe de Stoney Point de négocier et d'aborder les questions problématiques avec l'officier de liaison militaire.

Le capitaine Smith a pris des dispositions pour entrer dans le camp au cours des premiers jours d'août pour montrer aux occupants la manière de faire fonctionner les systèmes d'alimentation électrique et d'approvisionnement en eau. Il leur a demandé de poser des affiches de danger indiquant la présence de munitions non explosées et mentionné qu'ils recevraient un exposé sur les mesures à prendre au cas où ils découvriraient des munitions non éclatées.

Les patrouilles militaires à l'extérieur du camp se sont poursuivies sur Matheson Drive, Outer Drive, Army Camp Road et la route 21 après l'occupation. Le capitaine Howse a participé aux patrouilles en compagnie de la police militaire. Il a également distribué des brochures à la population locale pour aviser les résidents de l'occupation de la base par les Autochtones et de l'évacuation du camp par les militaires.

Le capitaine Smith croit que c'est grâce aux interactions qu'il a eues avec les habitants de Stoney Point en août 1995 qu'il a pu établir une relation avec les occupants. Cela explique pourquoi, le 6 septembre 1995, le capitaine a offert son aide à l'inspecteur Carson, commandant des opérations sur le lieu de

l'incident, de la Police provinciale de l'Ontario, après l'occupation du parc provincial Ipperwash par les habitants de Stoney Point. Comme nous le verrons, l'inspecteur Carson hésitait à accepter l'aide du capitaine Smith. Malheureusement et tragiquement, il y a eu un affrontement ce soir-là entre la Police provinciale de l'Ontario et les occupants des Premières nations et c'est à ce moment-là que Dudley George a été atteint mortellement.

### **7.12 Les occupants avaient-ils des armes à feu dans le camp militaire?**

Dans un breffage de la Police provinciale de l'Ontario, l'inspecteur Dale Linton a rapporté les propos d'une réunion tenue entre le capitaine Smith et le chef Bressette le 3 août 1995. Selon le rapport de police, « le chef Bressette a dit qu'il croyait qu'il y avait de puissantes armes à feu telles que des AK-47 dans la base ». Le rapport précisait que cette information n'avait pas été confirmée bien que l'on ait entendu des coups de feu.

Le chef Bressette a nié avoir dit à un agent de la Police provinciale de l'Ontario qu'il croyait à la présence de puissantes armes à feu telles que des AK-47 dans la base. Il a insisté pour dire qu'il avait simplement signalé avoir reçu des appels de gens vivant dans sa collectivité qui disaient avoir vu quelqu'un porter des armes militaires. Le chef Bressette a insisté en disant : « Je n'ai jamais dit qu'il s'agissait d'un fait [...] J'ai seulement mentionné que c'était ce qu'on m'avait dit. »

Des témoins autochtones tels que Marcia Simon, Wesley George, Stewart George, David George et Tina George ont dit qu'ils n'avaient pas vu d'armes à feu à l'intérieur de la zone bâtie. Clifford George a également témoigné qu'il n'avait pas vu d'occupants en possession de telles armes ni avoir entendu des coups de feu tirés à partir du camp militaire.

Isaac Doxtator d'Oneida a également insisté pour dire qu'il n'avait pas apporté d'armes à feu à l'intérieur du camp militaire et que les membres des Premières nations ne lui avaient pas demandé de le faire. Comme d'autres témoins, il a confirmé qu'il n'a pas vu d'Autochtones en possession d'armes à feu dans le secteur.

Cependant, des gens comme Marlin Simon chassaient à l'occasion sur les terres du Camp Ipperwash. M. Simon possédait une arme semi-automatique et d'autres carabines de chasse en 1995, durant la période où il vivait dans la caserne, tout comme Warren George.

L'inspecteur Carson savait que les membres des Premières nations chassaient, mais il ne croyait pas qu'en août 1995, les occupants menaceraient ses

agents avec une arme à feu. Ils n'avaient jamais menacé les policiers avec des armes à feu dans le passé.

### **7.13 Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario apprend l'occupation du Camp Ipperwash.**

C'est à la suite d'appels téléphoniques de Scott Patrick et Ron Fox du bureau du sous-solliciteur général que Julie Jai, directrice des services juridiques (par intérim) du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario, a décidé de convoquer une réunion du comité interministériel.

Le 31 juillet 1995, deux jours après la prise du camp militaire, Scott Patrick a informé M<sup>me</sup> Jai qu'un « groupe d'Autochtones avait forcé l'entrée du Camp Ipperwash ». Son supérieur Ron Fox lui a fourni les détails de l'occupation le lendemain.

M. Fox a expliqué qu'un groupe de dissidents, non pas la bande de Kettle et Stony Point, s'était porté maître de la base militaire au Camp Ipperwash. La bande n'appuyait pas l'occupation et tenait une réunion ce soir-là pour discuter de sa réplique aux actions des occupants. Les militaires avaient évacué le camp et les occupants des Premières nations avaient coupé les lignes téléphoniques, ce qui avait perturbé l'approvisionnement en eau du parc provincial adjacent. Ron Fox avait obtenu cette information du surintendant Parkin et de l'inspecteur Carson.

Les occupants des Premières nations, a expliqué M. Fox, ont prétendu qu'il y avait un site sacré à l'intérieur du parc provincial. La nuit précédente, des campeurs avaient entendu des Autochtones dire : « [B]ientôt, vous devrez nous payer pour utiliser le parc ». Ce n'était pas la première fois que la Police provinciale de l'Ontario entendait des commentaires sur les plans des membres des Premières nations visant à se rendre maîtres du parc provincial.

Ron Fox a informé M<sup>me</sup> Jai que la Police provinciale de l'Ontario surveillait attentivement la situation et avait tout probablement des agents déguisés en campeurs dans le parc.

Barry Jones, directeur des services juridiques du ministère des Richesses naturelles, a également reçu l'information transmise par la Police provinciale de l'Ontario. Le 1<sup>er</sup> août, il a communiqué avec M<sup>me</sup> Jai pour l'informer que le ministère des Richesses naturelles s'inquiétait de la sécurité des campeurs à l'intérieur du parc provincial et se demandait si le parc ne devrait pas être fermé. M. Jones a signalé qu'il y avait quatre agents d'infiltration dans le parc Ipperwash ainsi qu'une équipe d'intervention stationnée à proximité. M<sup>me</sup> Jai et M. Fox ont tous deux pensé que les autorités du MRN étaient trop inquiètes des risques pour la sécurité qui existaient dans le parc provincial.

Selon Julie Jai, M. Jones avait vraisemblablement reçu cette information de Peter Sturdy du MRN qui, à son tour, avait obtenu des renseignements opérationnels de la police. Le personnel du MRN et la Police provinciale de l'Ontario s'étaient rencontrés le 30 juillet, le lendemain de l'occupation du Camp Ipperwash, pour examiner l'incident. M. Sturdy a appris que la Police provinciale de l'Ontario avait fait appel à une équipe d'intervention en cas d'urgence (EIU) qui était stationnée dans le parc provincial The Pinery, qu'il y avait des policiers d'infiltration dans le parc, qu'environ six agents devaient assurer le quart de nuit et qu'il y aurait une couverture continue « dans l'avenir prévisible ». On a également informé le ministre Hodgson au début d'août que des agents d'infiltration étaient à l'œuvre dans le parc, déguisés en campeurs.

Le 1<sup>er</sup> août, Julie Jai a informé les cadres supérieurs du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario de la prise possible du parc provincial et de la tenue d'une réunion du comité interministériel le lendemain.

M<sup>me</sup> Jai, présidente du comité interministériel, ne comprenait pas bien l'histoire du camp militaire et ne savait pas non plus s'il y avait des revendications territoriales concernant le parc provincial. Elle a décidé de faire entreprendre des recherches sur ces questions avant la réunion du comité interministériel. M<sup>me</sup> Jai a alors rapidement compris que la raison de l'occupation était que le gouvernement fédéral tardait depuis longtemps à rendre la base militaire aux membres des Premières nations.

## 7.14 Réunion interministérielle du 2 août

La réunion du comité interministériel du 2 août sur les situations de crise relatives aux Autochtones intitulée « Parc Ipperwash » a été la première présidée par Julie Jai. Le moment de la réunion et les personnes à inviter à l'occasion de celle-ci étaient laissés à la discrétion de la présidente.

Il était courant à l'époque que des fonctionnaires et des membres du personnel politique assistent aux réunions du comité interministériel. Ces derniers rassemblaient des renseignements afin d'informer leurs sous-ministres ou leurs ministres respectifs des discussions et des recommandations formulées pendant ces réunions sur les questions autochtones. Les personnes suivantes étaient présentes dans la salle de réunion du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario l'après-midi du 2 août :

Elizabeth Christie	(avocate spécialisée en droit civil du MPG)
David Moran	(attaché de direction du procureur général Harnick)
Ron Fox	(ministère du Solliciteur général)
Brent Laschinger	(bureau du premier ministre)



Barry Jones	(MRN)
Peter Allen	(MRN)
Jeff Bangs	(attaché de direction du ministre des Richesses naturelles Hodgson)
Peter Sturdy	(MRN)
Ron Baldwin	(MRN)
Dave Carson	(Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario)

Brett Laschinger a assisté à la réunion du comité interministériel au nom de Deb Hutton, du bureau du premier ministre.

Peter Sturdy et Ron Baldwin, du MRN, ont participé par appel conférence. Des membres du personnel du ministère responsable sur le terrain se joignaient souvent aux réunions par téléphone. Comme l'avocate du ministère du Procureur général (MPG) Elizabeth Christie l'a expliqué, l'objectif était « de recueillir les meilleurs renseignements possibles. Et la meilleure façon d'y arriver, tout le monde l'a compris, était que les gens des ministères qui étaient chargés du dossier sur place assistent à la réunion ». M. Sturdy, qui assistait à une réunion du comité interministériel pour la première fois, ne connaissait pas les pouvoirs et les responsabilités de celui-ci.

Plus tôt cette journée-là, Ron Fox avait demandé au surintendant Parkin si l'inspecteur Carson ou lui serait intéressé à participer à la réunion du comité interministériel. Le surintendant Parkin a refusé l'offre en répondant à Ron Fox qu'il était trop occupé. Il ne s'est pas demandé si la présence de membres opérationnels de la police à cette réunion gouvernementale était appropriée.

L'objectif de la réunion du comité interministériel du mois d'août était de rassembler des renseignements et de préparer des recommandations concernant la prise de possession du Camp Ipperwash par le groupe de Stoney Point et de discuter de la possibilité que ce groupe occupe le parc provincial Ipperwash.

De l'information générale préparée par le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario a été transmise aux participants. Elle comprenait des renseignements historiques sur le parc et le camp militaire ainsi que des cartes délimitant l'ancienne réserve de Stoney Point, le parc provincial et la plage ouest d'Ipperwash. Le document intitulé *Procedures for Dealing with Aboriginal Emergencies* était également joint : il traitait du pouvoir qu'avait le comité de nommer un négociateur et de préparer des recommandations, dont des actions en justice, ainsi que sa responsabilité de faire en sorte qu'une communication appropriée soit établie avec les collectivités touchées.

Avant la réunion, M. Fox et M<sup>me</sup> Jai ont échangé d'autres renseignements concernant l'occupation. La Police provinciale de l'Ontario avait rencontré Glenn George, un porte-parole des occupants, qui avait confirmé la revendication d'un

lieu de sépulture dans le parc par les membres des Premières nations. M<sup>me</sup> Jai et M. Fox ont également abordé la résolution que la bande de Kettle et Stony Point a adoptée le 1<sup>er</sup> août demandant aux occupants de quitter le camp. L'offre d'Ovide Mercredi d'agir à titre de médiateur relativement à l'occupation de la base militaire, ainsi que la participation de Bob Antone, d'Oneida, comme intermédiaire, ont également fait l'objet de discussions entre M. Fox et M<sup>me</sup> Jai.

Au début de la réunion du comité interministériel, les documents historiques relatifs au parc et au camp militaire ont été examinés brièvement. Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario a confirmé qu'aucune revendication territoriale officielle ayant trait au parc Ipperwash n'avait été formulée.

Ron Fox a fait le point sur les événements. Il croyait que son rôle à la réunion du comité interministériel était de fournir des renseignements concernant les événements « sur [le] terrain » du point de vue de la police. Il n'agissait pas à titre d'agent de police opérationnel durant son détachement auprès du solliciteur général. Son titre au ministère était celui de conseiller spécial, Premières nations. Sur la feuille de couverture du procès-verbal de la réunion, que Julie Jai avait envoyé par télécopieur aux participants, Ron Fox est désigné comme membre de la « Police provinciale de l'Ontario » et non pas membre du personnel du bureau de la sous-solliciteuse générale.

Ron Fox a décrit l'occupation du 29 juillet par le groupe de Stony Point, à savoir l'incident de l'autobus et de la jeep militaire ainsi que l'utilisation de gaz poivré par le personnel militaire. Il a expliqué que les militaires avaient décidé de quitter le camp afin d'éviter un affrontement avec les membres des Premières nations. La perte de pression d'eau à la suite du sectionnement des fils téléphoniques a également été abordée. On travaillait à l'installation d'un système de pompage manuel de rechange pour remédier à la situation.

Les membres du comité interministériel ont appris que de cinquante à soixante-quinze membres des Premières nations occupaient le camp à ce moment-là. Aucune arme n'avait été vue par la Police provinciale de l'Ontario. Le manque de soutien de la part de la bande de Kettle et Stony Point à l'égard de l'occupation a également été mentionné, ainsi que la résolution adoptée par la bande.

M. Fox a fait état de la menace d'une prise de possession du parc Ipperwash. Selon le procès-verbal de la réunion :

Depuis l'occupation de la base comme telle, certains membres du groupe Stony Point ont laissé entendre qu'ils pourraient essayer de prendre possession du parc provincial Ipperwash. Des membres auraient formulé des commentaires à l'endroit de campeurs, tels que : « L'année prochaine, vous allez nous payer pour entrer dans le

parc. » Des paroles semblables ont supposément été adressées au personnel militaire alors qu'il quittait le camp.

Les membres du comité interministériel ont appris que la Police provinciale de l'Ontario et le MRN surveillaient le parc et le périmètre de la base militaire. M. Fox a transmis des renseignements opérationnels de la Police provinciale de l'Ontario quand il a déclaré au comité gouvernemental que deux équipes d'intervention en cas d'urgence et une unité tactique et de secours (UTS) de la Police provinciale de l'Ontario étaient postées à proximité. De tels renseignements, a reconnu M. Fox lors des audiences, sont de nature tactique ou opérationnelle et n'auraient pas dû être divulgués au comité interministériel.

Les renseignements concernant la quantité et le type de ressources policières, selon moi, revêtent un caractère tactique. Ils permettraient de savoir comment une opération pouvant être entreprise par la police pourrait être menée et ne devraient pas être communiqués.

Les représentants du MNR ont donné leur opinion sur la situation. Peter Sturdy était préoccupé par une possible occupation du parc et, notamment, des commentaires des Autochtones selon lesquels « bientôt, vous allez nous payer pour le parc » et « vous pouvez dire à vos amis du parc qu'ils sont les prochains ». Cela indiquait qu'il planait une menace réelle sur les biens du MRN, a-t-il dit. Peter Allen, du MRN, a suggéré qu'on procède à une évaluation du niveau de danger pour la sécurité publique et de l'obligation du gouvernement à l'égard des campeurs du parc, ainsi que de la possibilité de fermer celui-ci.

Ron Baldwin, également du MRN, a répondu que le chef Bressette, qui considérait l'occupation comme illégale, serait fâché si le parc était fermé, car cela validerait les gestes du groupe de dissidents autochtones. M. Fox a déclaré qu'il était peu probable, bien que possible, que des membres des Premières nations se rendent maîtres du parc.

Les membres du comité ont convenu que la Police provinciale de l'Ontario et le personnel du MRN sur les lieux étaient les mieux placés pour évaluer les risques : « [f]ermer le parc principal, à ce stade-ci, serait une mesure extrême. » La sécurité publique était la « principale inquiétude » et le personnel du MRN et la Police provinciale de l'Ontario continueraient à élaborer des plans pour se préparer à toute urgence éventuelle.

À la fin de la réunion, les membres du comité interministériel ont convenu de rester en étroite communication et de s'informer les uns les autres des faits nouveaux. Le personnel politique et les fonctionnaires informeraient leurs sous-ministres et leurs ministres respectifs. On a décidé que le comité interministériel

se réunirait à nouveau seulement « s'il survient un incident à Ipperwash », tel que l'occupation du parc provincial.

Elizabeth Christie, avocate spécialisée en contentieux des affaires civiles au MPG, a déclaré que « [n]ous avons décidé d'attendre et de voir. [...] [R]ien ne laissait croire qu'il y avait une menace assez grande pour justifier quelque mesure que ce soit; que nous allions voir ce qui allait arriver ». Julie Jai a convenu que le comité interministériel avait décidé de ne « vraiment rien faire » à propos de ce qui était perçu comme une situation à faible risque :

[...] nous ne savions même pas si le parc allait être occupé. Nous ne savions pas quel était le motif allégué de la revendication du parc, et la décision était juste de ne vraiment rien faire, juste de surveiller la situation jusqu'à ce que le parc soit effectivement occupé. [...] [C]ela nous semblait être une situation à faible risque, même si le parc était occupé, et plusieurs autres urgences qui se produisaient à ce moment-là semblaient potentiellement plus importantes.

M<sup>me</sup> Jai savait qu'au cours des années précédentes, des membres des Premières nations avaient reçu l'autorisation d'entrer dans le parc pour y célébrer des cérémonies. Aucun incident majeur n'était survenu, ce qui expliquait en partie l'opinion selon laquelle le niveau de danger pour la sécurité publique était minime. Comme l'a dit M<sup>me</sup> Jai :

[...] c'était déjà arrivé auparavant sans qu'il n'y ait d'incident majeur. C'est quelque chose que Ron et moi savions tous les deux, alors je crois que nous pensions qu'il pouvait bel et bien y avoir une occupation du parc, mais que le niveau de danger pour le public était faible parce que le parc serait fermé à ce moment-là.

À la réunion du 2 août, Dave Moran, attaché de direction du procureur de la Couronne Harnick, et Jeff Bangs, attaché de direction du ministre des Richesses naturelles Hodgson, ont appris l'histoire de la région et ont été mis au fait de la frustration vécue par les collectivités « autochtones » au cours des cinquante années précédentes, à la suite de l'appropriation de la réserve de Stoney Point par le gouvernement fédéral en 1942. Ils ont considéré la rencontre comme une réunion d'information. Eux non plus n'éprouvaient pas de sentiment d'urgence :

[...] je crois que l'impression de tous après la réunion était que la Police provinciale de l'Ontario maîtrisait la situation, qu'on faisait preuve de diligence raisonnable et qu'il ne s'agissait pas d'un problème important à cette époque.

Ils sont sortis de la réunion avec le sentiment que l'inaction du gouvernement fédéral dans le dossier de la réserve de Stoney Point était à la source de bon nombre des actions commises par les membres des Premières nations. Comme l'a dit David Moran : « Pour être très franc, nous comprenions que l'indécision du gouvernement fédéral créait un problème relativement au camp et que [...] la collectivité autochtone de la région était frustrée de l'inaction concernant le transfert du [camp] à ses propriétaires légitimes. » Il a ajouté : « [n]ous comprenions que les habitants de Stoney Point possédaient un titre valide à l'égard du camp et que le seul problème à régler était celui du moment de la restitution. Je comprends que ce qui empêchait le transfert était le refus du gouvernement fédéral. »

Les participants à la réunion ne croyaient pas que ces questions relevaient du gouvernement provincial.

Il est important de remarquer que la revendication par les membres des Premières nations selon laquelle un cimetière existait dans le parc n'a pas fait l'objet d'une discussion ou n'a pas été soulevée à la réunion du comité interministériel. M<sup>me</sup> Jai, qui présidait la réunion du comité interministériel, n'a pas non plus pris de mesure après le 2 août afin de vérifier les allégations voulant que des sites sacrés existaient dans le parc : « [L]a décision était juste de ne vraiment rien faire, juste de surveiller la situation jusqu'à ce que le parc soit effectivement occupé. » M<sup>me</sup> Jai pensait que la présence d'un cimetière ne changerait rien au titre juridique de la province relativement au parc, mais reconnaissait que cela pouvait expliquer pourquoi des membres des Premières nations occuperaient celui-ci.

Julie Jai est partie en vacances du 21 août jusqu'à la fête du Travail, date à laquelle des membres des Premières nations ont occupé le parc Ipperwash.

Une question surgit : pourquoi l'idée de nommer un tiers intervenant, un facilitateur ou un négociateur n'a pas été étudiée à la réunion du comité interministériel? L'expérience de Ron Fox en matière de services policiers auprès des collectivités des Premières nations lui avait enseigné qu'il est fondamental d'établir une relation de confiance avec les Autochtones pour apaiser un conflit. Avec du recul, il croit que quelqu'un aurait dû être nommé au début du mois d'août 1995 afin de parler aux occupants, d'établir un dialogue avec eux et de connaître leurs préoccupations : « Je pense qu'on a raté une occasion d'être proactif. »

Selon M. Fox, le comité interministériel aurait dû adopter des mesures afin de recommander une tierce partie qui aurait pu engager le dialogue avec les occupants des Premières nations :

Je pense que tous les signes portaient à croire que quelque chose pouvait arriver, même si ce n'était pas certain, que quelque chose en particulier arriverait. Avec du recul, nous aurions probablement dû

être dans une position, en tant que comité, pour identifier quelqu'un qui aurait pu aller parler à ceux qui voulaient occuper le camp ou possiblement la base et déterminer ce qu'ils voulaient.

Je suis d'accord avec le fait que la nomination d'une tierce partie — un intervenant, un facilitateur, un négociateur ou la Commission sur les Indiens de l'Ontario — afin de connaître les préoccupations des membres des Premières nations dans la région d'Ipperwash aurait pu apaiser la tension et peut-être permettre d'éviter les problèmes qui allaient surgir durant l'occupation du parc Ipperwash.

Il convient également de noter qu'aucun représentant du gouvernement fédéral n'était présent à la réunion du comité interministériel du 2 août. Le document *Guidelines for Responding to Aboriginal Emergencies* mentionne clairement que le comité interministériel peut être « élargi par la pacification de représentants de [...] ministères fédéraux » tels que « le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien ». En préparant le premier niveau de réponse du gouvernement, il aurait été utile pour les membres du comité interministériel et d'autres membres du personnel politique et gouvernemental de parler des intentions du gouvernement fédéral relativement au Camp Ipperwash. Comme l'a déclaré Ron Fox :

Il est clair que l'ancienne BFC Ipperwash appartenait à ce moment-là au gouvernement fédéral. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien aurait certainement beaucoup plus de renseignements historiques concernant la cession de certaines terres qui sont finalement devenues le parc provincial Ipperwash. Je présume qu'il doit être davantage au courant des développements historiques relatifs à l'évaluation environnementale et d'autres questions du genre.

Il est clair que la participation du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien aurait permis aux membres du comité interministériel de bien comprendre les intérêts historiques des habitants de Stoney Point et les aurait aidés au moment de délibérer et de formuler d'éventuelles recommandations à l'intention des ministères concernés.

Deb Hutton, attachée de direction du premier ministre de l'Ontario, a reçu une copie du procès-verbal de la réunion du comité interministériel du 2 août. Sur la feuille couverture du procès-verbal télécopié à M<sup>me</sup> Hutton, Ron Fox est identifié comme « membre de la Police provinciale de l'Ontario ». Elle a déclaré qu'elle a probablement été mise au courant par Brett Laschinger, son représentant à la réunion du comité interministériel, d'une possible occupation du parc

Ipperwash par des membres des Premières nations et des autres questions abordées pendant la réunion.

M<sup>me</sup> Hutton ne pouvait pas se rappeler si elle avait porté ces questions à l'attention du premier ministre Harris en août 1995 : « Ce n'est pas que ce n'était pas une priorité. C'est simplement que ça n'exigeait pas que je m'en occupe immédiatement à ce moment-là [...]. » À cette époque, l'attachée de direction du premier ministre se concentrait sur des problèmes plus importants et plus urgents.

### **7.15 Le premier ministre Harris et les ministres du cabinet sont informés de l'occupation du camp militaire**

À la fin de juillet et au début d'août, le procureur général Charles Harnick a reçu des renseignements par écrit et de vive voix concernant l'occupation du camp militaire.

Avant l'occupation du Camp Ipperwash par des membres des Premières nations, le procureur général avait été informé par son personnel des pouvoirs du comité interministériel (comité interministériel) et de l'existence du document *Procedures for Dealing with Aboriginal Emergencies*. Il a compris que le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario était chargé de coordonner la réaction aux occupations, aux barrages ou à d'autres protestations autochtones et que les ministères responsables prendraient les devants relativement aux questions relevant de leur compétence. Il savait également que le comité interministériel avait le pouvoir de nommer un négociateur ou un facilitateur et de faire des recommandations concernant les mesures à prendre pour mettre fin à une protestation des membres des Premières nations.

Le 31 juillet 1995, le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario a préparé une note d'information à l'intention du procureur général à propos « des terres du Camp Ipperwash ». Cette note assez élaborée décrivait l'entente provisoire de 1825 avec la nation chippewa, l'établissement des réserves de Kettle Point et de Stoney Point en 1827 et le refus du gouvernement du Canada de les reconnaître comme deux réserves séparées plutôt que comme une seule collectivité des Premières nations. L'histoire de l'achat par le gouvernement provincial des terres qui sont devenues le parc provincial Ipperwash a également été examinée. L'appropriation de la réserve de Stoney Point en 1942 par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*, le déplacement des Autochtones et le fait que le gouvernement ne leur a pas rendu les terres après la Seconde Guerre mondiale ont été abordés. La note décrivait en outre l'occupation du champ de tir du camp Ipperwash en mai 1993 par des habitants de Stoney Point qui « sont retournés “chez eux” », « y ont établi une résidence » et n'avaient

« pas l'intention de quitter » les lieux. La note d'information du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario se terminait de la façon suivante : « La Première nation a constamment exprimé sa frustration contre le Canada relativement au retour des terres qui constituent le Camp Ipperwash, et plus particulièrement à l'opération de dépollution qui doit être effectuée avant que les terres puissent être rendues de façon sécuritaire à une utilisation civile, et aux questions relatives à la compensation pour la perte d'utilisation de ces terres ».

Le procureur général a été informé par son attaché de direction Dave Moran, qui a assisté à la réunion interministérielle, de ce qui avait été dit à la rencontre du 2 août. M. Moran a évoqué la possibilité d'une occupation du parc provincial Ipperwash adjacent au camp militaire, mais a déclaré qu'il était improbable que cela survienne. Il ne considérait pas l'occupation du parc comme une question urgente. Il a assuré le procureur général que la Police provinciale de l'Ontario surveillait la situation et préparait des plans d'urgence; la « situation était bien en main ».

Le 8 août 1995, le procureur général Harnick a reçu d'autres renseignements. Selon les notes de l'avocate du MPG Elizabeth Christie, qui a assisté au breffage, l'histoire des terres du Camp Ipperwash a été examinée. L'occupation du camp militaire était essentiellement une question qui relevait du gouvernement fédéral. On a expliqué que le noyau d'Autochtones qui s'étaient rendus maîtres du camp le 29 juillet était composé de descendants de familles qui avaient été déplacées lorsque le gouvernement fédéral s'était approprié ces terres en 1942. Le procureur général a également été informé que le chef et le conseil de bande de la Première nation n'appuyaient pas l'occupation. L'existence d'un site cérémoniel autochtone sur les terres du parc provincial Ipperwash a également été mentionnée.

Le ministre des Richesses naturelles a aussi été mis au courant de la situation par son personnel, le sous-ministre Ron Vrancart, de même que Jeff Bangs, l'attaché de direction du ministre, et Peter Allan, qui avait assisté à la réunion du comité interministériel du 2 août. Ni le ministre ni son personnel ne considéraient l'occupation autochtone comme une question relevant du MRN. Selon le ministre Hodgson, la « situation à Ipperwash couvrait depuis bon nombre d'années » et le « gouvernement fédéral aurait dû rendre les terres en bon état » aux membres des Premières nations. Il était d'avis que « le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario était l'organisme responsable » relativement à cette protestation et que la Police provinciale de l'Ontario surveillait la situation sur les lieux afin d'assurer la sécurité publique. Bien que le ministre des Richesses naturelles eut été au courant de la possibilité d'une prise de possession du parc provincial, il croyait que cela « ne relevait pas de nous ». Conséquemment, il



n'a pas pris ni suggéré de mesures proactives en août pour éviter l'intensification de la protestation à proximité des biens provinciaux. Le ministre Hodgson était également au fait des objectifs et des pouvoirs du comité interministériel, à savoir que celui-ci s'efforçait de prévenir les situations de violence et qu'il avait le pouvoir discrétionnaire de nommer des négociateurs et des facilitateurs pour l'aider à mettre un terme aux barrages, aux occupations et aux protestations des Premières nations.

La décision du ministre Hodgson de laisser la résolution des questions relatives à la protestation d'Ipperwash et à la possible occupation du parc au Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario, au comité interministériel et à la Police provinciale de l'Ontario contraste avec son engagement personnel à cette époque dans le différend survenu à Cape Croker avec la Première nation chippewa de Nawash. Les droits de pêche et la conservation d'espèces de poisson particulières faisaient l'objet d'un litige dans la région d'Owen Sound et la tension montait entre les membres des Premières nations et les pêcheurs locaux. Un incident est survenu dans un marché, au début du mois d'août, quand de nombreux pêcheurs non autochtones ont affronté une aînée des Premières nations qui vendait du poisson avec sa petite-fille de neuf ans. Des appels ont été logés auprès du ministre Hodgson afin de l'alerter de la situation. Incité par sa femme, le ministre des Richesses naturelles s'est rendu en voiture jusqu'à Owen Sound afin de tenter de régler le différend et de calmer la situation. Il a rencontré le chef et le conseil de bande des Chippewas de Nawash ainsi que les pêcheurs locaux. La situation a finalement été réglée au moyen d'une compensation versée par le gouvernement provincial aux pêcheurs non autochtones ayant renoncé à leurs permis de pêche.

Le bureau du solliciteur général a également été informé de l'occupation d'Ipperwash par des membres des Premières nations. Le 2 août, avant la réunion du comité interministériel, la sous-solliciteuse générale Elaine Todres a reçu de Ron Fox des renseignements sur l'occupation. Il l'a assurée dans un courriel qu'il avait été en contact continu avec le surintendant en chef Coles, le surintendant Parkin et l'inspecteur Carson concernant l'occupation du Camp Ipperwash et que la situation était maintenant « stable ». Il a fait allusion à la dissension entre la bande de Kettle Point et les habitants de Stoney Point et au refus des occupants d'assister à la réunion du conseil du 1<sup>er</sup> août à Kettle Point. La possibilité que le parc provincial Ipperwash soit occupé a également été abordée.

M<sup>me</sup> Todres a par la suite été informée de ce qui s'était dit à la réunion du comité interministériel, mais la sous-solliciteuse générale n'était pas « particulièrement intéressée » et considérait simplement cela comme « un breffage d'observation »; « nous étions au courant des circonstances », mais « aucune sonnerie d'alarme [n'avait été] déclenchée. » Le solliciteur général Robert

Runciman ne se souvenait pas de la date précise à laquelle, en août 1995, l'occupation du Camp Ipperwash a été portée à son attention.

À l'instar des représentants des ministères du Solliciteur général et des Richesses naturelles, le premier ministre et son personnel n'ont pas prêté beaucoup d'attention à l'occupation du camp militaire. Bien que le premier ministre Harris ait été au courant, « cette question n'était pas prioritaire » pour lui ou son gouvernement; « [e]lle était perçue comme relevant essentiellement du gouvernement fédéral ».

Comme nous l'avons déjà mentionné, Brett Laschinger<sup>6</sup>, du bureau du premier ministre, a assisté à la réunion du comité interministériel du 2 août. Il a informé Deb Hutton, attachée de direction du premier ministre, de ce qui s'y était dit. M<sup>me</sup> Hutton a également reçu le procès-verbal de la réunion du comité. Il est clair qu'elle n'a pas considéré ce dossier comme prioritaire. Le personnel du premier ministre et elle devaient gérer de trente à quarante dossiers chaque jour : « étant donné le nombre de problèmes auxquels nous devons faire face, il aurait été très raisonnable pour moi de dire O.K., c'est réglé, et le ministère des Richesses naturelles reviendra quand d'autres difficultés surgiront dans ce dossier ».

L'occupation par des membres des Premières nations était essentiellement « réglée », car, comme l'a déclaré M<sup>me</sup> Hutton, « la priorité » était de « s'attaquer à un déficit additionnel de 2 milliards de dollars » qui « nécessitait une attention immédiate ».

## 7.16 Activités de la police et du MRN

Le 1<sup>er</sup> août 1995, Peter Sturdy, du MRN, a appelé l'inspecteur Carson pour l'informer de la position du ministère des Richesses naturelles concernant le parc Ipperwash. La position du ministère, fondée sur les conseils de ses services juridiques, était que le parc Ipperwash appartenait au gouvernement provincial. M. Sturdy a également avisé l'inspecteur Carson que le comité d'intervention en cas de barrage se réunissait le 2 août et qu'il le mettrait au courant des derniers développements après la réunion. Les scénarios possibles relativement à l'occupation du parc Ipperwash ont été abordés, dont la possibilité que le MRN demande une injonction.

L'inspecteur Carson a également reçu un appel de Ron Fox à propos de renseignements que lui avait transmis Julie Jai, la directrice des services juridiques par intérim du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario. Des renseignements indiquaient que les habitants de Stoney Point avaient coupé l'approvisionnement en eau du parc. L'inspecteur Carson a expliqué que, lorsque les occupants

<sup>6</sup> M. Laschinger était l'adjoint de M<sup>me</sup> Hutton.

ont sectionné les fils téléphoniques afin de désactiver le système de communication militaire, ils ont également débranché la pompe à eau qui fonctionnait grâce au même système informatique.

Comme nous l'avons mentionné auparavant, le MRN était préoccupé par l'approvisionnement en eau du parc. Une réunion à laquelle participaient les autorités du parc et des représentants du MDN s'est tenue le 1<sup>er</sup> août. Les Kobayashi, Don Matheson et d'autres représentants du MRN et du MDN ont discuté de l'installation d'un système indépendant d'approvisionnement en eau d'urgence dans le parc provincial Ipperwash.

Vers 18 h ce soir-là, le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright a informé l'inspecteur Carson qu'il avait rencontré Glenn George et que ce dernier avait affirmé qu'il y avait un cimetière dans le parc. Ils ont également parlé du comportement perturbateur des Autochtones sur la plage. Glenn George a accepté de parler à son peuple dans un effort pour mettre fin à cette conduite. Comme nous l'avons mentionné précédemment, il a également consenti à ce qu'un programme RIDE soit instauré dans la région afin de réduire le nombre de décès reliés à des accidents de la route, qui s'étaient produits dernièrement.

Tard le même soir, l'agent Luke George a informé l'inspecteur Carson de la réunion que la bande avait tenue à Kettle Point ce soir-là. Les conseillers et les membres de la bande, a appris John Carson, étaient très préoccupés au sujet des « gens de l'extérieur » présents au camp militaire et prévoyaient leur demander de quitter la zone occupée. L'inspecteur Carson a par la suite discuté avec le chef Tom Bressette pour connaître le point de vue de ce dernier sur l'occupation. Il était évident que le chef n'était pas d'accord avec la prise de possession de la caserne et qu'il ne l'appuyait pas. Le chef Bressette craignait que les actions du groupe de Stony Point influent négativement sur les négociations avec le gouvernement fédéral visant à la restitution de la base militaire.

L'inspecteur Carson avait espéré qu'après que les militaires eurent quitté le camp, la tension dans cette zone s'atténuerait. Toutefois, immédiatement après la prise de possession de la zone bâtie, les Autochtones ont affirmé que l'occupation du parc Ipperwash suivrait. Cela a inquiété l'inspecteur Carson, qui voulait s'assurer que la sécurité publique n'était pas compromise. Il avait abordé la question avec ses supérieurs, le surintendant en chef Coles et le surintendant Parkin. Cela a entraîné la décision de placer des agents d'infiltration dans le parc et de déployer des agents de l'EIU en uniforme sur Army Camp Road et Outer Drive et dans la région du parc Ipperwash.

L'inspecteur Carson croyait qu'il pourrait y avoir un affrontement entre la bande de Kettle et Stony Point et les occupants du camp militaire. Dans un rapport à l'intention du commissaire O'Grady de la Police provinciale de l'Ontario, il a décrit les plans mis en place si une telle situation devait se présenter :

## Responsabilités :

- garder la paix
- réagir à toute activité criminelle et faire enquête
- entretenir une liaison continue avec tous les intervenants

## Mesures prises :

- déployer en tout temps une patrouille de deux personnes durant les heures de clarté
- déployer une patrouille de six personnes durant les heures d'obscurité
- garder une EIU complète en attente au parc The Pinery, préparée pour une intervention immédiate
- offrir le soutien des sous-officiers 24 heures sur 24
- avoir un agent de service, ayant le grade d'inspecteur, en tout temps
- fournir des renseignements au moyen d'une surveillance effectuée par des agents d'infiltration se faisant passer pour des campeurs dans le parc provincial Ipperwash
- le procureur de la Couronne du comté de Lambton, M. D. Vale, est au courant des questions sur les Premières nations relatives à l'établissement militaire et aux revendications territoriales concernant les terres avoisinantes
- le comité interministériel sur les questions relatives aux Premières nations (comité d'intervention en cas de barrage) a été consulté et avisé de la situation actuelle à Ipperwash

L'inspecteur Carson a écrit : « La situation est surveillée de très près et évaluée au jour le jour. »

Au début du mois d'août, le directeur du parc Les Kobayashi a transmis l'ébauche du plan d'urgence du MRN pour le parc Ipperwash au directeur adjoint du parc Don Matheson, au sergent d'état-major Bouwman et possiblement à l'inspecteur Carson. Ce plan indiquait clairement que des membres de l'équipe des incidents critiques, dont faisait partie Les Kobayashi, occuperaient « une place au centre de commandement de la Police provinciale de l'Ontario (détachement de Forest) afin d'assurer la liaison avec la police et les autres organismes en cause », dans l'éventualité où le parc serait occupé. Il était écrit dans une note

à l'intention des gardiens du parc, distribuée plus tard au mois d'août, que les « gardiens du parc doivent être les yeux et les oreilles de la Police provinciale de l'Ontario lorsqu'un membre des Premières nations contrevient à une loi ».

Le 2 août, Les Kobayashi a informé le sergent d'état-major Bouwman que, deux jours plus tôt, Maynard George avait déclaré au MRN qu'il y avait un lieu de sépulture près du bâtiment d'entretien au parc Ipperwash. M. Kobayashi ne pouvait se rappeler s'il avait transmis ces renseignements à l'inspecteur Carson.

Peter Sturdy, du MRN, dans un entretien téléphonique quelques jours plus tard avec Julie Jai, directrice des services juridiques par intérim du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario, a abordé la revendication de lieux de sépulture situés dans le parc par des membres des Premières nations. Ces mots étaient inscrits dans les notes de M<sup>me</sup> Jai : « des rumeurs non confirmées de la présence d'un lieu de sépulture dans le parc » et « il y a assurément un lieu de sépulture à l'intérieur de la base militaire ».

Le 2 août, le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright a discuté avec un capitaine de l'armée, qui a indiqué qu'il avait rencontré les aînés, dont Rose Manning, Melva George, Janet Cloud, Pearl George et Glenn George. Ils ont convenu que le 4 août, les militaires et les « habitants de Stoney » afficheraient des panneaux dans le camp portant des inscriptions telles que « Danger », « Munitions non explosées », « Entrée interdite » et « Ne pas entrer ». Certains panneaux seraient placés près de la clôture, et d'autres, à l'extrémité nord de la propriété, face au lac. Le réseau électrique et celui d'alimentation en eau resteraient fonctionnels pendant une période indéterminée. Des militaires enseigneraient également aux membres des Premières nations comment faire fonctionner l'usine de traitement de l'eau dans le parc. Les occupants devaient également recevoir un cours de sécurité sur les munitions non explosées dans le champ de tir le 11 août.

Le 2 août, le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright a breffé les agents de l'EIU présents dans le parc The Pinery sur les consignes de patrouille à l'intérieur et autour du parc Ipperwash. Pendant le mois d'août, l'EIU a patrouillé le parc et la plage Ipperwash ainsi que la zone entourant le camp militaire. Les agents étaient en uniforme et en voitures de patrouille identifiées; certains patrouillaient à pied.

Les agents de l'EIU arrêtaient couramment des véhicules, en particulier ceux qui quittaient le camp militaire. Bon nombre de ces arrêts étaient « aléatoires ». Comme l'a dit l'agent Leblanc, on demandait aux conducteurs de montrer leur permis de conduire et leurs documents d'assurance automobile, ce à quoi ils devaient se plier en vertu du *Code de la route*. On pouvait également demander aux passagers de présenter des pièces d'identité, mais ils n'étaient pas obligés de le faire.

Le 3 août, au cours d'un breffage auquel assistaient l'inspecteur Carson et l'inspecteur Linton, le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright a appris que le chef national Ovide Mercredi pourrait se rendre dans la région afin de servir de médiateur au Camp Ipperwash.

Le même jour, à 14 h 30, le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright et l'agent-détective Speck ont rencontré Glenn George et Les Jewell à l'entrée du camp militaire. La Police provinciale de l'Ontario avait un mandat d'arrêt contre Cleve Lincoln Jackson pour agression sur un militaire, méfait de plus de 5 000 \$, conduite dangereuse et manquement aux conditions de la probation. Les policiers voulaient savoir si les occupants seraient prêts à coopérer afin que M. Jackson se rende lui-même à la police. Les Jewell et Glenn George ont répondu qu'ils devaient consulter leurs aînés et qu'ils auraient la réponse vers midi le lendemain. Avant de quitter, Glenn George a dit au sergent-détective d'état-major intérimaire Wright que les membres des Premières nations « étaient les propriétaires légitimes de Matheson Drive, du parc provincial Ipperwash et du champ agricole » situé à l'ouest de la base militaire. Le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright considérait Glenn George comme un leader et pensait qu'il parlait au nom des occupants de la base militaire. Mais selon lui, le parc appartenait au MRN, le canton était propriétaire de Matheson Drive et le champ agricole était une propriété privée.

Quand le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright est retourné au camp le lendemain, Glenn George et Rose Manning lui ont dit qu'ils ne coopéreraient pas avec la Police provinciale relativement à l'arrestation de Cleve Lincoln Jackson.

Au début du mois d'août, l'agent-détective Speck avait demandé à l'agent Vince George d'entrer en relation avec une « personne » vivant à l'intérieur de la base militaire afin d'obtenir des renseignements sur les activités des occupants autochtones. L'agent George a reçu comme directive de transmettre à l'agent détective Speck les renseignements obtenus auprès du confident. Il a régulièrement rencontré celui-ci à partir du début du mois d'août jusqu'à la fin du mois de septembre. Le 3 août, l'informateur a dit à l'agent George que Marlin Simon avait une carabine et Dave George, un fusil de chasse à canon scié. L'agent George a également appris que « Les Jewell contrôlait Glenn George » et qu'il « était question de prendre possession du parc provincial ». En août, l'informateur a également parlé de l'existence d'un lieu de sépulture dans le parc avec l'agent George.

Le 4 août, l'agent-détective Speck a appris de l'unité du renseignement de la Police provinciale de l'Ontario cantonnée à Orillia, qui était responsable du dossier des Premières nations, que des membres des Premières nations prendraient

possession du parc le mardi suivant la fête du Travail. Il a confirmé que Les Jewell semblait être celui qui « menait la barque », plutôt que Glenn George. L'agent-détective Speck pense qu'il a pu avoir transmis ces renseignements au sergent-détective Bell ou au sergent-détective d'état-major intérimaire Wright.

Le 23 août 1995, le sergent-détective Bell a également communiqué avec le sergent-détective Peter Lollar, de l'unité du renseignement de la Police provinciale de l'Ontario à Orillia. Il a appris que le leadership était passé d'un représentant local à un représentant « extérieur » venu des États-Unis. Comme l'agent de la Police provinciale de l'Ontario l'a dit lors des audiences : « La dynamique changeait. »

Nous avons vu cela au cours de l'occupation, quand le leadership était local, je pense que la relation, bien que parfois tendue [...] était [...] ouverte à la discussion et à la négociation. Et je crois que nous craignons qu'avec une influence extérieure [...] la capacité de communiquer pourrait un peu diminuer et que [...] ces individus, je crois, pouvaient être violents, et ça nous préoccupait aussi. [...]

Alors le potentiel de violence semblait s'accroître si on regarde le leadership, et c'est préoccupant.

Le sergent-détective Bell n'a pas transmis ces renseignements à l'inspecteur Carson avant le 1<sup>er</sup> septembre, car il croyait que le commandant des opérations sur le lieu de l'incident était déjà au courant.

### **7.17 La Police provinciale de l'Ontario arrête Kevin Simon : un cas d'erreur sur la personne**

Un malheureux incident est survenu environ deux semaines après l'occupation de la caserne militaire. Kevin Simon, accompagné de Nicholas Cottrelle, a décidé d'acheter une boisson au magasin du parc après avoir passé un certain temps sur la plage, par un chaud jour d'été du mois d'août. Pendant qu'ils marchaient vers le magasin, ils ont remarqué que des agents de police les suivaient.

Une voiture de patrouille s'est arrêtée à la hauteur de la table à pique-nique où les deux garçons étaient assis. Un agent de la Police provinciale de l'Ontario a dit à Kevin Simon qu'il y avait un mandat d'arrestation non exécuté à son endroit. En fait, M. Simon n'avait jamais été accusé d'infraction criminelle. L'agent a demandé à M. Simon de lui donner son nom, mais ce dernier a refusé. L'agent a alors averti Kevin qu'induire la police en erreur constituait une infraction. Kevin Simon a expliqué : « Je n'avais pas l'impression d'avoir à répondre

à des questions parce que j'étais assis, en train de boire de la limonade, vous savez, je ne faisais rien d'illégal. » Il a dit aux agents : « [C]'est notre parc », puis il a déclaré : « Ils n'avaient pas l'air de trop aimer ça. »

Kevin Simon a refusé d'accompagner la police. Deux agents l'ont attrapé par les bras, l'ont emmené à leur voiture de patrouille et l'ont malmené, selon les dires de Kevin Simon et de Nicholas Cottrelle. Kevin s'est dégagé de leur prise et a couru vers la plage parce que « je ne voulais pas me battre » et « ne savais pas quoi faire d'autre ».

En patrouille dans le parc Ipperwash, le sergent Slack a été informé par une personne qu'un homme qui luttait avec des agents de police avait échappé à ces derniers. Au moment où le sergent Slack est entré dans le parc avec sa voiture, il a vu un homme portant un short blanc, qui courait : « Je suis sorti de ma voiture » et « j'ai commencé à courir après l'homme [...] en lui criant de s'arrêter. »

Selon M. Simon, au bout de quelques minutes, il a été entouré par un grand nombre de personnes, surtout des agents (d'infiltration) se faisant passer pour des campeurs, mais aussi quelques agents en uniforme. Alors que le cercle se refermait, Kevin Simon a décidé de se rendre. Le sergent Slack a témoigné qu'il « a passé » ses bras autour de Kevin Simon « un peu comme dans une prise de l'ours pour le contrôler » et « quand j'ai jugé qu'il ne partirait plus à courir, je l'ai retenu avec un bras ». Kevin Simon a été livré à deux agents de police. Le sergent Slack ne se rappelle pas que des agents avaient entouré Kevin Simon.

Kevin Simon a été menotté avec les mains derrière le dos et placé dans une voiture de police verrouillée près de la guérite sur Army Camp Road. Quand il s'est identifié comme étant Kevin Simon, les agents l'ont accusé de mentir. Ils ont entré son nom dans le système du CIPC<sup>7</sup>, mais sans résultat. L'agent Slack a demandé à deux agents de confirmer l'identité de Kevin Simon et a quitté le secteur.

M. Simon a été informé quelque temps après que la police avait trouvé quelqu'un de la bande de Kettle Point qui pouvait l'identifier. Il a été transporté à Kettle Point, où un agent des Premières nations a confirmé son identité. Kevin Simon a témoigné qu'il a été relâché alors qu'il faisait nuit, sans souliers ni chemise. La police a refusé de le reconduire au camp militaire. Il a commencé à marcher en direction de la zone bâtie, mais a vite été embarqué par Cecil Bernard George qui avait écouté les conversations de la police avec son dispositif de balayage.

Environ dix membres des Premières nations sont arrivés au détachement de police de Grand Bend afin de déposer une plainte relativement au traitement

---

7 Centre d'information de la police canadienne



que la Police provinciale de l'Ontario avait fait subir à Kevin Simon. L'inspecteur Carson a expliqué lors des audiences que cela semblait être un cas d'erreur sur la personne. Il n'était pas au courant que des agents de police avaient refusé de reconduire M. Simon à Stoney Point.

## 7.18 Agents d'infiltration dans le parc Ipperwash

Des agents d'infiltration sont demeurés dans le parc Ipperwash pendant tout le mois d'août. Le sergent-détective d'état-major intérimaire Wright a supervisé l'opération et les agents relevaient de lui.

Un objectif fondamental de l'opération d'infiltration était d'accumuler autant de renseignements que possible. Il fallait également maintenir une présence policière importante dans la région et assurer la sécurité publique. L'agent-détective Mark Dew et trois autres agents d'infiltration ont monté leur roulotte dans la partie nord-est du terrain de camping, près de la limite du camp militaire. Ils ont surveillé la partie de la plage située entre le camp et le parc et ont essayé de faire en sorte que les campeurs n'entrent pas dans la base. Les agents de la Police provinciale de l'Ontario ont également reçu la directive de relever les numéros de plaque d'immatriculation des véhicules qui entraient dans le camp militaire et qui en sortaient et de surveiller si les gens présents dans le camp étaient armés. Tout incident important devait être signalé au poste de commandement ou au sergent-détective d'état-major intérimaire Wright.

Les agents d'infiltration ont noté leurs observations dans un journal. Ils n'avaient en aucun temps la responsabilité d'évaluer ou de vérifier les renseignements qu'on leur communiquait et qui étaient inscrits dans ce journal.

Les gardiens du parc étaient au courant de l'opération d'infiltration, tout comme certains campeurs. Une famille apportait du café et des muffins aux agents presque chaque matin.

Durant leur séjour dans le parc, les agents d'infiltration Martin et Dunn ont entendu un certain nombre de coups de feu le 7 août. Il y a également eu des incidents d'éclairage à haute intensité durant la nuit, provenant généralement de Matheson Drive, et projeté en direction des campeurs du parc Ipperwash.

À la fin du mois d'août, l'agent-détective Dew et les autres agents d'infiltration ont remarqué un certain nombre de véhicules immatriculés au Michigan ou ailleurs qu'en Ontario, qui entraient dans le camp militaire. Comme l'a indiqué l'agent-détective Dew, cela donnait de la crédibilité à ce qu'avait appris la Police provinciale de l'Ontario à la fin du mois de juillet, c'est-à-dire que des membres des Premières nations occuperaient le parc Ipperwash.

### **7.19 Le député provincial Marcel Beaubien fait part de ses inquiétudes concernant la région ouest d'Ipperwash à des ministres**

Le 31 juillet 1995, le député provincial Marcel Beaubien a envoyé une lettre à Charles Harnick demandant de « l'aide, des conseils et des directives » au procureur général relativement à la « situation sensible et difficile » dans sa circonscription de Lambton. Cette lettre a été envoyée en copie conforme au solliciteur général Runciman, au maire de la ville de Bosanquet et au président de la West Ipperwash Property Owners Association.

Dans sa missive, Marcel Beaubien écrit qu'il a rencontré des représentants de la West Ipperwash Property Owners Association et que « [l]a tension a encore monté au cours de la dernière fin de semaine ». Il mentionne également que les résidants ont été exaspérés par les recours civils intentés par la bande de Kettle et Stony Point concernant la plage de la région ouest d'Ipperwash, les frais judiciaires et l'incapacité des propriétaires de vendre leur propriété. Le député provincial écrit :

Il y a beaucoup d'intimidation à l'heure actuelle et les résidants se sentent menacés. [...] Ils sont tendus et la situation devient insoutenable.

M. Beaubien a déclaré dans son témoignage : « [O]n entendait dire dans la collectivité que les gens s'armeraient et qu'ils protégeraient leur propre propriété et ça m'a beaucoup inquiété. »

Dans sa lettre du 31 juillet, le député énumère une série de plaintes à l'intention du procureur général, dont la suivante :

L'application de la loi est pratiquement inexistante et la Police provinciale de l'Ontario ne semble pas trop pressée d'intervenir.

Il affirme que, ce matin-là, il avait été informé de la situation par le sergent d'état-major Lacroix du bureau de Petrolia de la Police provinciale de l'Ontario.

Dans la conclusion de sa lettre, Marcel Beaubien presse le gouvernement de s'occuper de la question de la région ouest d'Ipperwash dès que possible : « J'ai besoin de conseils concernant la façon dont la province entend procéder dans cette affaire. »

Dave Moran, attaché de direction du procureur général Harnick, a envoyé la lettre de M. Beaubien à des fonctionnaires du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario afin qu'ils évaluent si ces questions relevaient du ministère. M<sup>me</sup> Jai a répondu : « L'Ontario n'est PAS partie à cette action », à savoir la

poursuite relative à la plage de la région ouest d'Ipperwash. Le procureur général Harnick ne pensait pas qu'il avait parlé directement à M. Beaubien à propos des questions soulevées dans la lettre du 31 juillet.

Bien que le solliciteur général Runciman ait reçu une copie de la lettre dans laquelle M. Beaubien se plaignait de la police ou de la tension dans la région d'Ipperwash, ni lui ni son sous-ministre ne l'ont vue. M<sup>me</sup> Todres a expliqué que les unités de la correspondance des ministères provinciaux étaient chargées de répondre aux lettres ou d'acheminer celles-ci à des fonctionnaires particuliers afin qu'ils se chargent d'y répondre. Normalement, le sous-solliciteur général ne reçoit pas ce genre de lettre, pas plus qu'il n'était dans les « habitudes d'un bureau ministériel de répondre à des documents envoyés en copie conforme ou à des lettres adressées à titre de renseignement ». En fait, en ce qui concerne la lettre de M. Beaubien, l'unité de correspondance de la direction des communications du ministre du Solliciteur général a écrit : « [A]ucune réponse n'est nécessaire à l'heure actuelle, car la lettre n'est pas adressée au ministre. »

## **7.20 La Police provinciale de l'Ontario rencontre Marcel Beaubien**

Le 8 août 1995, l'inspecteur Carson a appris que M. Beaubien avait envoyé une lettre au procureur général Harnick décrivant ses inquiétudes à propos des services de police dans la région ouest d'Ipperwash. L'inspecteur Carson a transcrit dans ses notes la remarque de M. Beaubien concernant « l'application de la loi inexistante et la Police provinciale de l'Ontario pas intéressée à intervenir ».

En raison de la lettre de M. Beaubien, la Police provinciale de l'Ontario a rencontré le député dans son bureau de circonscription de Petrolia le 11 août. Le surintendant Parkin, l'inspecteur Carson, l'inspecteur Linton et le sergent d'état-major Lacroix représentaient la police<sup>8</sup>. M. Beaubien a parlé de ses préoccupations à propos du parc Ipperwash ainsi que de l'inquiétude et de la frustration des propriétaires de chalets de la région. Le surintendant Parkin a écrit dans ses notes que M. Beaubien « fera pression sur Runciman + Harnick + le MRN pour obtenir des directives + une position ». Les représentants de la Police provinciale de l'Ontario ont tenté de rassurer M. Beaubien en lui disant qu'ils étaient parfaitement au courant de la situation à Ipperwash et qu'ils étaient sensibles aux préoccupations de la collectivité non autochtone avoisinante.

Il est clair que le désintéressement et le manque de communication de la part de Queen's Park relativement à l'occupation d'Ipperwash par des membres

---

<sup>8</sup> Le sergent d'état-major Lacroix était le commandant du détachement de Petrolia.

des Premières nations frustraient Marcel Beaubien. Lors des audiences, ce dernier a expliqué pourquoi il pensait qu'il était important de rencontrer la Police provinciale de l'Ontario :

*[...] Nous faisons face à une situation grave [...] dans la circonscription. Je ne pense pas que Queen's Park réalisait l'importance du problème; c'est mon sentiment personnel ou mon opinion personnelle. Je ne recevais pas beaucoup de renseignements de Queen's Park, ou de directives, contrairement à la croyance populaire. Et la seule source d'information que je pouvais relayer était mon interaction avec la Police provinciale de l'Ontario. Je ne m'attendais pas à ce qu'ils me disent quoi que ce soit sur leurs opérations, leurs renseignements [...] et sur ce qu'ils faisaient. Mais je m'attendais certainement à ce qu'ils me disent que nous avons des effectifs policiers suffisants; [...] les gens sont des contribuables, ils s'attendent à être protégés. Ils s'attendent à pouvoir jouir — à jouir de leur propriété. Alors je crois que c'était important d'avoir cette interaction avec la police, avec les différents agents de police à cette époque-là. [...]*

Nous avons un simple député à Lambton qui criait et braillait qu'il y avait une grave situation de crise à Lambton. [...] [C]ette situation a eu un impact sur environ ou peut-être au mieux 10 000 personnes dans la région. Vous savez, nous parlons d'un impact [...] plutôt financier sur le secteur des affaires de Forest. Mais on parle surtout de la région d'Ipperwash. Alors, quand je dis 10 000 personnes, j'exagère probablement, mais [...] ça correspond à peut-être 15 pour cent de ma circonscription. [...] [M]on opinion personnelle était qu'on ne me donnait rien. Personne ne semblait prêt à m'écouter à Queen's Park; non seulement du côté politique, mais aussi du côté bureaucratique. (italique ajouté)

Quelques jours plus tard, M. Beaubien a envoyé une lettre au procureur général Charles Harnick, dans laquelle il faisait état de sa rencontre avec la Police provinciale de l'Ontario à Petrolia. Une copie de cette lettre a également été envoyée au solliciteur général Runciman et au ministre des Richesses naturelles Chris Hodgson. L'inspecteur Carson et le surintendant Parkin se sont dits en désaccord avec certains des énoncés de cette lettre datée du 14 août. M. Beaubien y écrivait que les représentants de la Police provinciale de l'Ontario et lui en étaient « venus au consensus suivant » :

1. Comme le camping Ipperwash est la propriété du gouvernement provincial, nous devrions être en position de confirmer juridiquement ce titre de propriété.
2. L'application de la loi n'est qu'une solution à court terme.
3. *Les ministères concernés doivent donner à la Police provinciale de l'Ontario des directives claires concernant l'application de la loi.*
4. La solution à long terme est un règlement négocié.

Toutefois, nous devons avoir une position claire sur ce que signifie la propriété provinciale des terres et savoir que les lois de la province seront respectées. Cela doit être clarifié sans délai. (italique ajouté)

L'inspecteur Carson s'est dit en désaccord avec le terme « consensus » utilisé par M. Beaubien dans sa lettre. Plusieurs questions ont été abordées pendant la rencontre, mais les représentants de la Police provinciale de l'Ontario et le député n'en étaient pas venus à un consensus. Le surintendant Parkin s'est dit d'accord avec cette interprétation.

Le surintendant Parkin, l'inspecteur Carson et le sergent d'état-major Lacroix ont également critiqué les dires de M. Beaubien selon lesquels les ministères provinciaux devaient « donner à la Police provinciale de l'Ontario des directives claires concernant l'application de la loi ». Comme l'a déclaré l'inspecteur Carson lors des audiences : « Je ne crois pas que cela soit exact. [...] La Police provinciale de l'Ontario ne reçoit pas de directives des ministères pour appliquer la loi. » L'inspecteur Carson a bien précisé que la Police provinciale de l'Ontario comprenait très bien ses responsabilités en matière d'application de la loi. Si le parc était occupé, un tribunal, au moyen d'une injonction, donnerait des directives juridiques concernant la question de la propriété. Le sergent d'état-major Lacroix a confirmé que « nous essayions de lui [Marcel Beaubien] dire qu'il n'y aura pas de directives provenant du solliciteur général ou du MRN ou de n'importe qui d'autre; les directives viendront des tribunaux ». Toutefois, M. Beaubien a témoigné qu'il « n'essayait pas d'obtenir des directives » des politiciens sur « la façon dont [...] la police devrait faire son travail ». L'ex-député a prétendu qu'il disait que les ministères devraient clarifier leur position auprès de la Police provinciale de l'Ontario concernant le titre de propriété du parc Ipperwash.

Bien que le commissaire O'Grady de la Police provinciale de l'Ontario ne se souvienne pas d'avoir vu la lettre de Marcel Beaubien, il a déclaré énergiquement qu'au mois d'août 1995, les ministères — le ministère du Procureur général

et le ministère du Solliciteur général — n'avaient pas donné de directives à la Police provinciale de l'Ontario sur la façon d'appliquer la loi. Si quelqu'un avait essayé de le faire, le commissaire O'Grady aurait soit « ignoré » les directives, soit « refusé » de les respecter.

L'inspecteur Carson a également indiqué que le passage suivant de la lettre adressée au procureur général reflétait l'opinion de M. Beaubien et non celle de la Police provinciale de l'Ontario :

[...] les représentants des Premières nations légitimement élus sont en faveur du respect des lois du pays. *Nous avons affaire à un petit nombre de dissidents qui bafouent le système* . [...]

Comme cela a été expliqué aux ministres Hodgson, Harnick et Runciman, nous adopterons la position suivante jusqu'à ce que les ministères nous donnent d'autres directives. Nous serons prêts sur le plan juridique à faire respecter la loi au parc Ipperwash. L'application de la loi est une solution à court terme et *nous avons besoin que les ministères donnent des directives claires à la Police provinciale de l'Ontario concernant l'application de la loi*. Nous aimerions arriver à un règlement négocié. Si cela s'avère impossible, nous aimerions avoir une position claire sur les questions relevant du gouvernement provincial et savoir que la loi sera respectée. Le moment est opportun, car les représentants élus des Premières nations sont en faveur du respect de la loi. (italique ajouté)

M. Beaubien a reconnu qu'il n'avait pas parlé directement au procureur général, au solliciteur général ou au ministre des Richesses naturelles. Il a simplement envoyé des lettres et des télécopies à ces ministères. Il convient de noter que, dans une lettre envoyée à l'un de ses électeurs le même jour, Marcel Beaubien a une fois de plus affirmé qu'il avait rencontré le procureur général, le solliciteur général et le ministre des Richesses naturelles afin de discuter des inquiétudes de ses électeurs concernant la situation à Kettle et Stoney Point. Puis, M. Beaubien a reconnu lors des audiences que « j'ai communiqué avec les ministères, mais pas directement avec les ministres ».

L'ancien procureur général Harnick et l'ancien sous-procureur général Taman ne pensent pas avoir reçu la lettre de M. Beaubien datée du 14 août. Le ministre Hodgson ou le solliciteur général Runciman, dont les noms apparaissaient en copie conforme dans cette lettre, ne l'ont pas vue non plus en août. La sous-solliciteuse générale Todres a donné les explications suivantes : « [I] serait arrivé dans le bureau du procureur général exactement ce qui est arrivé dans le nôtre. [...]

[L]e procureur avait toujours une unité des correspondances très importante, [à laquelle] cette lettre aurait été envoyée. Je pense qu'elle aurait suivi la filière. Ils auraient compris que le document en copie conforme n'était qu'une lettre adressée à titre de renseignement. »

L'ancien solliciteur général et l'ancienne sous-solliciteuse générale étaient très préoccupés par la lettre de M. Beaubien. M<sup>me</sup> Todres a critiqué la déclaration de M. Beaubien selon laquelle « les ministères concernés doivent donner à la Police provinciale de l'Ontario des directives claires concernant l'application de la loi ». Elle a déclaré que le fait d'« émettre ce commentaire n'est pas conforme aux faits ni à la loi, maladroit et hors de ses compétences ». Le solliciteur général Runciman s'est dit du même avis. Il pensait qu'une « lumière rouge » aurait dû être allumée ou qu'une « sonnerie d'alarme » aurait dû être déclenchée à la suite des conclusions auxquelles était arrivé M. Beaubien à cette rencontre. M. Runciman ne savait pas si M. Beaubien avait été mis au courant, en août 1995, de la séparation des pouvoirs politiques et policiers dans le dossier Ipperwash. Il s'est dit d'accord que son ministère, celui du Solliciteur général, était celui qui devait faire cette mise en garde.

Le 16 août, le sous-commissaire Boose a appelé le surintendant Parkin afin de discuter des inquiétudes soulevées à propos de la police dans la région d'Ipperwash. Selon les notes du surintendant Parkin, le sous-commissaire a demandé : « [N]ous disons que nous allons appliquer [la] loi, mais est-ce que nous le faisons[?] ». Le surintendant Parkin l'a informé que des accusations avaient été portées et qu'un suspect était détenu relativement à l'occupation de la base militaire le 29 juillet. Il a également parlé avec le sous-commissaire Boose de la rencontre avec Marcel Beaubien et des inquiétudes de ce dernier concernant la frustration des propriétaires de chalets et des habitants de la région.

## **7.21 La lettre du conseiller Gerald George au journal *Forest Standard***

Gerald George, conseiller de la bande de Kettle et Stoney Point, a envoyé une lettre au rédacteur en chef du journal *Forest Standard*, qui a été publiée le 30 août 1995. Il ne s'est pas entretenu avec le chef Bressette avant d'envoyer cette lettre au journal local. Gerald George a comparé l'occupation du camp militaire aux « émeutes de Los Angeles » et a dit que les occupants se comportaient comme « des animaux » et des « pauvres types ». Il était très inquiet du fait que certains membres des Premières nations avaient harcelé une famille sur la plage du Camp Ipperwash. « Nous n'agissons pas tous comme les Indiens du camp militaire », a-t-il écrit. La publication de cette lettre a exacerbé

davantage la tension entre la bande de Kettle et Stony Point et les occupants du camp.

Une semaine plus tard, quelques heures avant la mort de Dudley George le 6 septembre, le conseiller Gerald George s'est rendu en voiture au parc provincial Ipperwash. À ce moment-là, les habitants de Stoney Point occupaient le parc. Ce sujet sera abordé plus en détail. Il a eu une altercation avec un occupant, ce qu'il a signalé à la Police provinciale de l'Ontario. Quelques heures plus tard, Dudley George se faisait abattre. Les renseignements fournis par le conseiller George et les mauvaises communications que cela a entraîné au sein de la Police provinciale de l'Ontario ont amplifié l'importance de l'occupation aux yeux de la police. Cela a beaucoup influé sur les décisions que la Police provinciale a prises le soir du 6 septembre 1995.